LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

ORGANE OFFICIEL DU BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION
POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

SUISSE : — UN AN	5 francs	On ne peut pas s'abonner pour moins d'un an Envoyer le montant de l'abonnement par mandat postal
UNION POSTALE : — UN AN	5 fr. 60	
AUTRES PAYS : — UN AN	6 fr. 80	
DIRECTION ET RÉDACTION : BUREAU INTERNATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, A BERNE		ABONNEMENTS : MM. JENT & REINERT, IMPRIMEURS, A BERNE

SOMMAIRE :

LES CONVENTIONS EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE CONCLUES PAR L'ALLEMAGNE AVEC L'ITALIE ET LA SUISSE.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

CORRESPONDANCE :

Lettre de France. — Lettre de Grande-Bretagne. — Lettre d'Italie. — Lettre d'Autriche-Hongrie.

JURISPRUDENCE :

France. *Brevet d'invention. Bascules automatiques. Moyens mécaniques différents. Produit industriel nouveau. — Brevet d'invention. Article 4 de la Convention internationale du 20 mars 1883. Divulgation de la découverte par l'inventeur lui-même pendant le délai de priorité. — Marques de fabrique identiques. Déposants étrangers. Matière personnelle. Compétence des tribunaux français. — Marque de fabrique. Lieu de fabrication. Indication mensongère. Délit. — Grande-Bretagne. Marque de fabrique. Médailles de couleur rouge. Action en contrefaçon. Aspect dissemblable. Noms donnés à une marque figurative par les consommateurs indigènes. Confusion. — Italie. Nom commercial. Sociétés en nom collectif, anonymes et en commandite. — Enseignes. Application de la loi sur les marques. — Marques de fabrique. Action en contrefaçon subordonnée au dépôt. Usage légal antérieur.*

STATISTIQUE :

États-Unis.

BULLETIN DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE :

Union internationale. *Ajournement de l'échange des ratifications concernant les actes de la Conférence de Madrid. — États-Unis. Proposition tendant à augmenter les taxes des brevetés étrangers. — Danemark. Révision de la législation sur les brevets.*

NÉCROLOGIE :

Victor de Bojanowski.

BIBLIOGRAPHIE.

LES CONVENTIONS EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE CONCLUES PAR L'ALLEMAGNE AVEC L'ITALIE ET LA SUISSE

Nous avons signalé à nos lecteurs, dans notre numéro du 1^{er} janvier dernier, l'importante Convention conclue entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en matière de propriété industrielle. Depuis lors, le premier de ces pays a conclu avec l'Italie (18 janvier) et avec la Suisse (13 avril) des conventions reposant, comme la précédente, sur les principes qui sont à la base de la Convention internationale du 20 mars 1883, mais se distinguant assez des deux Conventions ci-dessus pour qu'il vaille la peine de leur consacrer une étude spéciale.

Les deux premiers articles de ces Conventions, qui assimilent aux nationaux de chaque État les ressortissants de l'autre État contractant et les autres personnes domiciliées ou établies sur le territoire de ce dernier, forment l'équivalent des articles 2 et 3 de la Convention internationale, avec la différence que, pour être au bénéfice de l'assimilation, l'étranger non domicilié doit posséder son *établissement principal* dans l'un des deux pays. C'est un moyen terme entre l'article 3 de la Convention internationale, qui se contente de la possession d'un établissement quelconque, et le paragraphe 1^{er} du quatrième Protocole de la Conférence de Madrid, d'après lequel l'assimilation n'est accordée à l'étranger que s'il « est domicilié ou possède ses principaux établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des États de l'Union. »

Dans la Convention italo-allemande, la disposition relative aux effets des délais

de priorité est la même que celle de la Convention avec l'Autriche.

En voici la teneur :

ART. 3. — La déclaration, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, d'une invention, d'un dessin ou modèle, d'une marque de fabrique ou de commerce, faite en vue d'obtenir la protection, aura, si elle est suivie dans le délai indiqué ci-après d'une même déclaration sur le territoire de l'autre Partie, les effets suivants :

a. Cette dernière déclaration aura la priorité sur toutes les autres déclarations qui pourraient être effectuées sur le territoire de l'autre Partie contractante postérieurement au dépôt de la première déclaration ;

b. Le caractère de nouveauté de l'objet auquel se rapporte la première déclaration ne pourra être détruit par les faits qui se produiraient postérieurement à celle-ci sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Cette rédaction est quelque peu compliquée, et qui pis est, elle peut, semble-t-il, donner lieu à des malentendus, par le fait qu'elle distingue entre le droit de priorité et l'immunité établie à l'égard des faits de publicité postérieurs au premier dépôt. On pourrait conclure de là que la priorité dont il s'agit n'est pas une priorité de *dépôt*, comme celle résultant de l'article 4 de la Convention internationale, mais une priorité de *droit* opposable, par exemple, à un déposant ultérieur qui se trouverait être le véritable inventeur, ou aux personnes qui auraient déjà exploité secrètement l'invention au moment de la première demande, et auxquelles la loi ou la jurisprudence de divers pays reconnaissent le droit de continuer leur exploitation concurremment avec celle du breveté. — Il ressort du texte de la Convention avec la Suisse que l'effet du

droit de priorité consiste simplement en ce que chacun des États contractants doit considérer légalement l'invention, le dessin, le modèle ou la marque comme ayant été déposés à la date du dépôt effectué antérieurement dans l'autre pays :

ART. 3. — Lorsqu'une invention, un dessin ou modèle, une marque de fabrique ou de commerce aura été déclaré sur le territoire de l'une des Parties contractantes, et que, dans un délai de trois mois, la déclaration aura aussi été effectuée sur le territoire de l'autre Partie, cette dernière déclaration aura le même effet que si elle avait été effectuée à la date de la première.

La disposition déterminant le point de départ du délai de priorité est conçue en ces termes dans la Convention avec l'Italie :

ART. 4. — Le délai prévu à l'article 3 commence :

a. Pour les dessins et modèles ainsi que les marques de fabrique ou de commerce, au moment de la première déclaration ;

b. Pour les inventions, au moment où le brevet est délivré ensuite de la première déclaration ;

c. Pour les objets qui sont déclarés en Allemagne comme modèles d'utilité et en Italie comme inventions brevetables, au moment de la première déclaration, si celle-ci a lieu en Allemagne, et au moment où le brevet est délivré ensuite de la première déclaration, si celle-ci a lieu en Italie.

Le jour de la déclaration ou de la délivrance n'est pas compris dans ce délai.

Est considérée comme date de la délivrance la date où est notifiée la décision concernant la délivrance définitive du brevet.

Dans la Convention avec la Suisse, le dernier paragraphe a été légèrement modifié, pour tenir compte du fait qu'en Suisse le breveté ne reçoit pas, comme en Allemagne, une notification officielle de la décision concernant la délivrance du brevet.

L'article 4, transcrit plus haut, est identique à celui de la Convention avec l'Autriche, que nous avons avoué ne pas comprendre, ignorant si, en ce qui concerne les brevets d'invention, les effets de l'article 3 devaient commencer à partir de la date du dépôt, comme cela paraît ressortir de la teneur de cet article, ou à partir de la notification concernant la délivrance du brevet, comme paraît le dire l'article 4. Cette incertitude est supprimée dans la Convention avec la Suisse par l'insertion au Protocole de clôture de la déclaration suivante, de laquelle il résulte qu'en réalité, le droit de priorité commence à la date du dépôt, pour prendre fin trois mois après celle de la susdite notification :

Dans l'application de l'article 4, 1^{er} alinéa, une invention peut aussi être déclarée sur le territoire de l'autre partie, avec les effets prévus par l'article 3, avant le moment où le brevet est délivré ensuite de la première déclaration, à condition que la délivrance de ce brevet ait lieu ultérieurement.

Dans les Conventions conclues par l'Allemagne, le droit de priorité relatif aux demandes de brevets est beaucoup plus long que celui établi par l'article 4 de la Convention internationale du 20 mars 1883, surtout en ce qui concerne les demandes déposées en premier lieu en Allemagne. En effet, dans ce pays, la demande de brevet est suivie d'un examen préalable d'une longueur indéterminée, après lequel s'ouvre un délai de deux mois pour l'appel aux oppositions, lequel est à son tour suivi d'une procédure plus ou moins longue, s'il est fait opposition à la délivrance du brevet. Il est donc à prévoir qu'il s'écoulera la plupart du temps près d'une année entre le dépôt de la demande et la notification informant l'intéressé que le brevet peut être délivré.

L'Allemagne n'a pas voulu se contenter du délai de priorité de six mois de la Convention internationale, pour la raison qu'il ne s'adaptait pas bien à son système de législation sur les brevets. Comme, sur l'initiative des États-Unis, la modification des dispositions de la Convention internationale relatives aux délais de priorité a été mise à l'étude dans l'Union de la propriété industrielle, la solution donnée à cette question dans les Conventions conclues par l'Allemagne est d'un intérêt tout spécial pour les États de l'Union.

La disposition suivante, une des plus importantes des Conventions avec l'Italie et la Suisse, ne se trouve pas dans l'arrangement avec l'Autriche. Il s'agit de celle par laquelle les États contractants suppriment, au profit de leurs ressortissants réciproques, la déchéance pour cause de non-exploitation. Voici la rédaction de la Convention avec l'Italie :

ART. 5. — Les préjudices qui, d'après les lois des Parties contractantes, résultent du fait qu'une invention n'a pas été mise en œuvre ou qu'un dessin ou un modèle n'a pas été reproduit dans un certain délai, ne se produiront pas, si la mise en œuvre ou la reproduction ont lieu sur le territoire de l'autre Partie contractante.

En conséquence, l'importation, dans le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un produit fabriqué sur le territoire de l'autre Partie, n'entraînera pas, dans le premier, la

perte de la protection légale accordée audit produit en vertu d'une invention, d'un dessin ou d'un modèle.

Dans la Convention avec la Suisse, le second paragraphe de cet article est rédigé comme suit :

L'importation, dans l'une des Parties contractantes, d'un produit fabriqué sur le territoire de l'autre Partie, ne portera, dans le premier, aucun préjudice à la protection légale basée sur une invention, un dessin ou modèle, ou une marque de fabrique ou de commerce.

Malgré une légère différence de forme, cette disposition est identique, dans ses effets, à celle de la Convention italo-allemande. Il convient de faire remarquer qu'elle n'annule pas la cause de déchéance établie par la loi suisse (art. 9, chiffre 4) pour le cas où l'objet breveté serait importé de l'étranger et où, en même temps, le propriétaire du brevet refuserait une demande de licence suisse présentée sur des bases équitables. C'est ce qui résulte de la déclaration suivante, insérée dans le Protocole de clôture :

Les préjudices qui, d'après les lois des Parties contractantes, résultent du refus d'accorder des licences, ne sont pas supprimés par les dispositions de l'article 5.

La suppression de la déchéance pour cause de non-exploitation constitue un grand progrès sur l'état de choses actuel. De tout temps, on l'a envisagée comme un but à atteindre dans l'avenir ; mais nous n'aurions pas cru qu'il se trouvât d'aussi bonne heure trois États disposés à se faire cette concession réciproque, ni surtout que l'initiative en fût prise par un pays n'appartenant pas à l'Union internationale.

Cette innovation est d'une importance considérable pour les inventeurs et les auteurs de dessins ou modèles industriels, qui n'auront plus besoin, pour maintenir leur droit à la protection légale, d'exploiter eux-mêmes à l'étranger ou d'y trouver des industriels disposés à le faire à leur place. Il est à désirer que ce principe soit introduit dans l'Union pour la protection de la propriété industrielle, sinon sous la forme d'une disposition obligatoire pour tous les États contractants, du moins comme base d'une Union restreinte à laquelle pourraient adhérer ceux d'entre eux qui voudraient réaliser ce nouveau progrès.

En matière de marques de fabrique, les deux Conventions ont une disposition identique, qui est l'équivalent absolu de

celles en vigueur dans l'Union concernant le même objet, tout en étant plus concise. On se souvient que l'article 6 de la Convention internationale, rédigé par la Conférence de 1880, stipule que la marque étrangère sera admise au dépôt *telle quelle* par les autres États, et que la Conférence de 1883, trouvant cette rédaction trop absolue, l'a atténuée par une déclaration au Protocole de clôture portant qu'aucune marque ne pourra être exclue de la protection dans l'un des États de l'Union par le fait seul qu'elle ne satisfait pas, au point de vue des signes qui la composent, aux conditions de la législation de cet État, pourvu qu'elle satisfasse sur ce point à la législation du pays d'origine et qu'elle ait été, dans ce dernier pays, l'objet d'un dépôt régulier. Dans les Conventions qui nous occupent, la même chose est dite dans les termes suivants :

ART. 6. — L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée sur le territoire de l'une des Parties contractantes ne pourra être refusé au propriétaire de ladite marque sur le territoire de l'autre Partie, pour la raison que la marque ne satisfait pas aux dispositions en vigueur chez cette dernière en ce qui concerne la composition et la configuration extérieure des marques.

La Convention avec l'Italie contient encore la disposition suivante, qui ne se trouve pas dans celle avec la Suisse :

ART. 7. — Les marques de fabrique ou de commerce qui appartiennent au domaine public dans le pays d'origine ne pourront faire l'objet d'un droit privatif sur les territoires de l'autre Partie.

Cet article se trouvait dans l'ancien traité italo-allemand et a été incorporé à la nouvelle Convention sur le désir du gouvernement italien.

L'article 7 de la Convention avec la Suisse supprime, en faveur des ressortissants des deux Parties contractantes, l'obligation de munir les objets brevetés d'un signe spécial dénotant l'existence du brevet. Malgré la forme bilatérale de cette stipulation, celle-ci ne concerne que la Suisse, laquelle devra ainsi renoncer à exiger des ressortissants allemands qui se feront breveter chez elle l'apposition, sur les objets brevetés, de la croix fédérale suivie du numéro du brevet. Toutefois, pour éviter qu'en l'absence de ce signe, les citoyens suisses qui seraient devenus contrefacteurs sans le savoir ne pussent être condamnés en justice, la Suisse a fait introduire dans ledit article une adjonction portant que, dans le cas ci-dessus,

le demandeur aurait à prouver le dol de la part de son adversaire.

La Convention avec l'Italie ne contient aucune disposition concernant la répression des fausses indications de provenance. Celle avec la Suisse, au contraire, règle cette question par l'article suivant :

ART. 8. — Chacune des Parties contractantes édictera, pour autant que cela n'a pas encore eu lieu, des dispositions contre la vente et la mise en vente des produits qui, fausement et dans un but de tromperie, seraient marqués comme provenant d'une localité ou d'un district situé sur le territoire de l'autre Partie contractante.

On ne saurait nier que les deux Conventions que nous venons d'examiner ne marquent une étape importante dans l'histoire de la protection internationale de la propriété industrielle. Dans un prochain article nous verrons ce que l'Union internationale pourrait leur emprunter en vue de son développement ultérieur.

La Convention italo-allemande est entrée en vigueur le 1^{er} février dernier. Celle avec la Suisse commencera à déployer ses effets deux semaines après l'échange des ratifications, lequel aura lieu aussitôt que les Parlements des deux pays auront donné leur approbation à cet acte diplomatique.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

CORRESPONDANCE

Lettre de France

APPROBATION DÉFINITIVE, MAIS PARTIELLE, DE LA CONVENTION DE MADRID. — Dans notre dernière lettre, nous disions que le Gouvernement français avait proposé au Parlement l'approbation de la Convention de Madrid, laquelle apportait, comme on sait, à la Convention d'Union originaire quelques modifications et surtout quelques éclaircissements. Nous nous en félicitons et nous ne doutions pas alors que l'approbation allât de soi; il ne nous venait pas à l'esprit qu'elle pût rencontrer des contradicteurs. Il s'en est trouvé cependant; et des quatre protocoles signés à Madrid par nos plénipotentiaires, trois seulement ont trouvé grâce devant le Parlement français et sont aujourd'hui devenus définitifs. Tout partiel que soit ce résultat, il faut nous en réjouir; car dans ce dernier essai de résistance nous voyons le dernier effort de ceux qui, dès l'origine, s'étaient faits, de parti pris, les adversaires de la Convention et en poursuivaient par tous les moyens

possibles, on peut presque dire *per fas et nefas*, la dénonciation. Cette fois, espérons-le, c'en est fini. La Convention de Berne est définitivement acceptée dans son principe et dans ses dispositions essentielles. Il est même à remarquer que ceux qui n'étaient pas d'avis qu'on approuvât les modifications proposées à Madrid n'ont plus osé parler de la dénonciation de la Convention originaire; ils ont, au contraire, déclaré qu'ils ne lui étaient pas hostiles et qu'ils l'acceptaient. Ils parlaient seulement, en ce qui touche les modifications proposées, d'ajournement. Et, à ce propos, il n'est pas sans intérêt de remarquer le langage de M. Poirrier au Sénat. Naguère, lorsqu'il faisait partie de la Chambre de commerce et qu'il en était même, croyons-nous, le président, M. Poirrier s'était hautement prononcé, avec la Chambre de commerce assurément fort mal éclairée alors, contre la Convention de 1883 elle-même; il s'était mis du parti de ceux qui croyaient à la nécessité de la dénoncer, si douloureux qu'eût été un pareil acte, alors qu'on se souvient que l'idée première de la Convention était partie de France et que c'est le Gouvernement français qui en avait pris l'initiative vis-à-vis des autres nations. Quel triste exemple de légèreté c'eût été de la part de notre pays que cette dénonciation d'une convention qu'il avait lui-même provoquée! M. Poirrier, on peut le dire, a trouvé son chemin de Damas; et, d'ailleurs, il a l'esprit trop haut placé, une science trop exacte et des affaires et des intérêts du pays pour qu'il en pût être autrement. Aussi, en prenant la parole au Sénat, il a pris soin, dès les premiers mots, de déclarer que son intention était de demander quelques éclaircissements au Gouvernement bien plutôt que de combattre le projet.

Seulement, voyez comme il est difficile de contenter tout le monde; on se rappelle que, dans la Convention de 1883, l'un des articles qui avaient soulevé le plus d'orages était l'article 10, celui qui prescrivait la saisie à la frontière *de tout produit portant fausement comme indication de provenance le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse*. Eh! quoi, disait-on avec amertume, la fausse indication de provenance ne suffira pas; il faudra qu'il s'y joigne une autre fraude, l'indication d'un nom commercial fictif; dans ces deux conditions réunies, la fraude aura libre jeu: c'est retourner bien loin en arrière, c'est sacrifier notre industrie nationale! et la loi intérieure, qu'en fait-on? On la modifie d'un trait de plume, etc.! Je passe les commentaires qui se firent jour alors.

Nous nous évertuâmes tous à montrer que le sens de cet article était mal compris. Il établissait, disions-nous, un minimum de protection internationale. Quand les deux conditions de fraude sont réunies, le produit doit être arrêté, saisi, dans tous les pays de l'Union, encore que la législation intérieure de certains de ces pays ne prévoient pas ce genre de fraudes. Mais, bien entendu, dans ceux des pays de l'Union où la fraude sur la provenance est punie sans que la législation intérieure exige la réunion des deux indications frauduleuses, cette législation continuera de s'appliquer. La convention ne modifie pas la législation intérieure qui serait plus rigoureuse; elle apporte son appui aux législations moins sévères, et donne une arme aux pays à qui elle manquerait.

Là-dessus, on s'en va à Madrid et on se met d'accord sur une rédaction qui ne prête plus à ambiguïté. Il est clairement stipulé que *tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des États contractants ou un lieu situé dans l'un d'entre eux serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits États.* Voilà qui ne prête plus à équivoque. La convention nouvelle prévoit et interdit la fausse indication de provenance toute seule, en quelque sorte toute nue, sans circonstance accessoire ou aggravante. Dès lors, les adversaires de l'article 10 de la Convention vont être contents, se déclarer satisfaits. Point du tout. Pourquoi? C'est donc, disent-ils, que la législation intérieure ne nous armait pas aussi bien que vous le disiez; si la législation intérieure est aussi claire que vous le prétendiez naguère, si elle défiait l'application littérale de l'article 10 comme vous le souteniez, à quoi bon changer la rédaction de cet article? Vraiment, c'est à désespérer de satisfaire les mécontents. La législation intérieure reste ce qu'elle est; la Convention de Madrid n'y porte aucune atteinte. Celles des nations qui s'en tiennent à la Convention de 1883 et n'ont pas signé ce premier protocole de la Convention de Madrid ne pourront pas se prévaloir de l'article 10 original pour soutenir que la loi intérieure est modifiée par cet article, et pour prétendre qu'à défaut de la double fraude, dont parle l'article 10, le délit d'usurpation de fausse provenance n'est pas commis. Sans doute, des difficultés pourront être soulevées; on pourra argumenter et ergoter; mais, si la difficulté est portée devant les tribunaux, nul doute pour nous qu'ils ne la tranchent, du moins en France, dans le sens que nous indiquons, en vertu de la seule législation intérieure. Au contraire, pas de

difficulté possible avec les nations qui ont accepté la Convention de Madrid; le débat ne peut même pas se soulever; il est écarté par la nouvelle rédaction. N'est-ce dont rien que de supprimer jusqu'à la possibilité d'une difficulté? M. Poirrier peut être absolument rassuré et tenir pour certain que la Convention de Madrid n'a point affaibli notre législation intérieure.

Quand à penser, comme l'honorable sénateur de la Seine semble en avoir émis l'idée, que la rédaction de la Convention de Madrid est trop rigoureuse et qu'elle va porter atteinte à la liberté de notre commerce, nous ne croyons pas qu'on le puisse. M. Poirrier cite l'exemple de nos couteliers français qui, tirant les lames de leurs couteaux des manufactures de Sheffield, les complètent par un manche artistement travaillé, lequel, selon lui, en fait toute la valeur (ce qui est assez difficile à croire, les couteaux, pensons-nous, valant plus par la lame que par le manche), et il se demande si les fabricants français se verront interdire de mettre leur nom, leur marque de fabrique sur ces lames venues de l'étranger. Cette interdiction, qu'il croit voir écrite dans la Convention de Madrid, il la trouve rigoureuse, excessive. Que M. Poirrier me permette de lui dire que cette interdiction vient non pas de la Convention de Madrid, mais de la législation intérieure, à laquelle il veut qu'on se rattache, ou plutôt de l'interprétation que nos tribunaux ont faite de cette législation. M. Poirrier n'ignore certainement pas que naguère la Cour de cassation admettait que la loi de 1857 sur les marques de fabrique ne s'opposait pas à ce qu'un fabricant français fit fabriquer ses produits à l'étranger et y fit inscrire sa marque et son nom. Mais un revirement absolu s'est opéré dans la jurisprudence, et aujourd'hui (nous avons eu plus d'une fois l'occasion d'en parler), les arrêts décident que le fabricant français ne peut légitimement faire inscrire sa marque et son nom sur des produits qu'il ne fabrique pas sur le sol français et qu'il fait fabriquer à l'étranger. La rigueur dont se plaint M. Poirrier, il faut donc l'imputer non à la Convention de Madrid, mais à la jurisprudence de la Cour de cassation. Et cela est si vrai que, dès 1884, et par conséquent bien avant qu'il pût être question de la Convention de Madrid, la Cour de cassation rendait une série d'arrêts en ce sens. A-t-elle eu tort ou raison? Ce n'est pas ici le lieu de traiter la question; nous avons à cet égard, dans des travaux spéciaux, exprimé notre opinion; mais notre opinion personnelle est de peu d'importance en présence des faits accomplis, c'est-à-dire en présence de l'una-

nimité des décisions judiciaires. Peut-être le commerce commence-t-il à s'apercevoir que l'excès même de la protection, la protection à outrance qu'il a tant réclamée, a ses mauvais côtés; mais, tant pis pour lui, l'expérience est commencée. Il faut qu'elle s'achève.

Du reste, il est bon d'observer que la Convention de Madrid, dans l'article 3 du premier protocole, donne une satisfaction réelle au commerçant français, en lui reconnaissant formellement le droit, dont on avait pu douter, que, pour notre part, nous n'avions cessé d'affirmer, d'indiquer son nom et son adresse en France sur les produits qu'il tire de l'étranger; il est vrai que la Convention impose au commerçant l'obligation d'indiquer en même temps d'une façon précise et en caractères apparents le pays ou le lieu de la fabrication ou de la production.

Le deuxième protocole n'a pas soulevé d'objection. Il permet à tout citoyen ou sujet de l'un quelconque des États contractants d'opérer le dépôt de sa marque dans tous les États de l'Union, signataires de ce protocole, au moyen d'un dépôt unique effectué au Bureau international de Berne. C'est une grande simplification et par suite un grand progrès. Aux termes de la Convention originale, tout citoyen ou sujet d'un des États de l'Union a un droit de priorité pour déposer sa marque dans tous les autres États, à condition d'user de ce droit dans un délai fixe à partir du jour où il a déposé cette marque dans le pays d'origine. A partir du dépôt fait dans son propre pays, le fabricant est bien protégé, puisque nul autre que lui ne peut déposer la même marque dans les autres États pendant le délai qu'impartit la Convention; mais il n'en est pas moins obligé, pendant ce délai, de faire les démarches nécessaires pour opérer ces dépôts. De là, une perte de temps évidente et des frais multiples, surtout si le fabricant s'adresse à des intermédiaires. Désormais, c'est le Bureau international qui se fera l'intermédiaire du déposant. Le dépôt, effectué au Bureau international, sera transmis directement par lui aux différents États, sans qu'il ait à s'en occuper. Tout se fait en quelque sorte administrativement, et moyennant (outre la taxe légale due à l'administration du pays d'origine) le paiement d'un émolument international de cent francs dont le produit annuel sera réparti par parts égales entre les États contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement.

Et notons un autre avantage de cet enregistrement international, c'est que, six mois avant l'expiration du terme de la protection

fixée à 20 ans, le Bureau international se chargera de donner un avis officieux à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. Ce dernier sera donc avisé à temps du danger que court sa marque si elle n'est pas renouvelée. Le rapporteur de la loi, à la Chambre des députés, insistait sur l'avantage que cette disposition assure aux commerçants et aux fabricants français qui possèdent beaucoup plus de marques que les commerçants ou fabricants des autres pays, à en juger par le tableau annexé au rapport. On y voit en effet (ce que pour notre part nous ignorions ou avions perdu de vue) que, à ne considérer que l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, la France, l'Italie et la Suisse, la France est la nation qui possède le plus grand nombre de marques. Le tableau ne donne pas le relevé des marques dans la Grande-Bretagne.

Nous sommes de ceux qui n'avons jamais cessé de demander en toute occasion le développement des attributions du Bureau international, et tout progrès fait dans cette voie nous réjouit. Nous souhaitons par-dessus tout que ce qui vient d'être fait pour les marques se fasse pour les brevets et que l'on puisse, par les soins du Bureau international, opérer le même jour dans tous les pays de l'Union le dépôt international des brevets. De cette façon, le brevet sera réellement pris le même jour dans toute l'Union; les questions qui naissent encore à raison de la divulgation qui se peut produire pendant le délai de priorité n'auront plus de raison d'être. L'application des lois sera simplifiée, et, grâce à ce trait d'union résultant de l'intervention officielle du Bureau international, nous serons bien décidément sur la voie au bout de laquelle, naturellement et sans secousse, nous trouverons un beau jour l'uniformité des législations. C'est là notre rêve, c'est là le but auquel doivent tendre tous nos efforts.

Le troisième protocole, qui n'a trait qu'à une augmentation de la dotation du Bureau international, dont les dépenses vont augmenter par suite du service de l'enregistrement international des marques, ne pouvait soulever en France aucune difficulté, et, en fait, n'en a pas soulevé.

Restait le quatrième protocole; certes, s'il était une disposition de la Convention de Madrid qui dût, dans notre pays, être accueillie avec faveur, c'était la disposition du quatrième protocole. Ce protocole était bien fait pour trouver grâce devant ceux que la générosité de la Convention originaire avait effarouchés. Songez donc! La Convention de 1883 assimile aux sujets ou citoyens des États contractants les sujets des États qui ne font pas partie de

l'Union, à la seule condition qu'ils soient domiciliés dans l'un des États de l'Union ou y aient un établissement industriel ou commercial. On a trouvé que c'était dépasser les bornes de la générosité internationale; on n'a pas réfléchi sans doute que notre loi de 1857 accorde de la même façon sa protection aux étrangers qui possèdent sur le sol français un établissement d'industrie et de commerce et que, par conséquent, la Convention de 1883 n'innovait pas en accordant sa protection dans les mêmes conditions. Quoi qu'il en soit, à Madrid, on est convenu ou du moins certaines nations sont convenues de reprendre un peu de ce qui avait été concédé, et de n'assimiler aux sujets ou citoyens des États de l'Union ceux qui appartiennent à un État ne faisant pas partie de l'Union qu'à la condition qu'ils soient domiciliés ou possèdent leurs *principaux* établissements industriels ou commerciaux dans l'un des États de l'Union. Ainsi, d'après cette disposition, il ne suffit plus de justifier d'un établissement d'industrie ou de commerce dans l'un des États de l'Union, il faut justifier que c'est le principal établissement. Donc la Convention de Madrid était restrictive de la Convention de Berne; on rendait plus difficile la participation à la Convention de Berne. Nos législateurs n'en sont pas moins restés froids. Expliquez cela qui pourra.

Ce quatrième protocole posait encore en principe que les brevets pris pour la même découverte dans les différents États de l'Union seraient désormais indépendants les uns des autres; l'article 3, dans son second paragraphe, consacrait même cette indépendance en cas de brevets pris dans des pays non adhérents à l'Union.

Certes, c'était là un progrès louable. Cette indépendance est depuis longtemps réclamée. A chaque Congrès, un vœu en ce sens ne manque pas d'être formulé. Et de fait, rien n'est plus ridicule que cette interprétation donnée par les tribunaux français à l'article 29 de la loi du 5 juillet 1844, et qui arrive à cette formule que les accidents qui frappent un brevet à l'étranger réagissent aussitôt sur le brevet pris pour la même invention en France, alors du moins que le brevet français est chronologiquement le second. On a vu, par exemple, nos tribunaux faire de ce principe la belle application que voici: Une spécification provisoire est déposée en Angleterre; pendant la période du secret de cette spécification, un brevet est demandé en France. Puis, en Angleterre, il n'est pas demandé de patente définitive, de sorte que, le délai de protection accordé à la spécification provisoire venant à expirer, celle-ci est publiée et appartient au domaine public. On soutient aussitôt en France que le brevet qui a été demandé en ce pays n'a pas survécu à la spécifi-

cation provisoire et est entré dans le domaine public en même temps qu'elle. L'indépendance des brevets proclamée remédie à cela; que chaque brevet suive le sort de la loi de son pays, et surtout le sort de l'opinion des juges de son pays, c'est à merveille; mais que la chose jugée dans un pays puisse réagir fatalement et forcément sur la décision des tribunaux dans un autre; soumettre les tribunaux d'un pays aux tribunaux d'un autre pays, c'est ce que la raison a peine à admettre. On l'a pourtant admis. La Convention de Madrid corrigeait cette énormité pour le plus grand bien des inventeurs et par conséquent pour le plus grand bien du progrès (car, à nos yeux, le développement du progrès industriel est intimement lié au développement de la protection accordée à l'inventeur); il semble que cela devait désarmer toute critique. En aucune façon; ce progrès a été refusé avec le quatrième protocole.

Ce n'est pas tout. Le cheval de bataille des adversaires de la Convention de 1883 en France, c'était le tort qui, prétendait-on, est fait à l'industrie nationale par l'autorisation donnée au breveté d'introduire des objets fabriqués par lui dans un des pays de l'Union, sans qu'il encoure pour cela la déchéance prévue par l'article 32 de la loi du 5 juillet 1844. N'a-t-on pas essayé de faire croire, à ce propos, que les intérêts de la France avaient été trahis et que l'industrie nationale avait été livrée pieds et poings liés à l'industrie étrangère! On faisait bien remarquer à ces farouches défenseurs de l'industrie nationale qu'en permettant l'introduction des objets fabriqués à l'étranger on ne les exonérait pas pour cela des droits de douane et que, par suite, il n'y avait pas plus d'atteinte à l'industrie nationale par l'importation d'objets brevetés que par l'importation d'objets non brevetés. Il suffit seulement (et les protectionnistes ont le secret de ces combinaisons) de mettre sur les produits venant de l'étranger des droits vraiment compensateurs. Les adversaires de la Convention ne voulurent rien entendre. Introduire un objet breveté c'était pour eux un crime de lèse-patrie! On a cherché à leur faire comprendre que la Convention de 1883 protégeait encore le travail national puisque, si elle autorisait l'introduction, elle maintenait en même temps l'obligation d'exploiter. Or, il est clair que, contraint à exploiter son brevet sur le sol français, le breveté n'introduirait que par exception. Les adversaires de la Convention ont alors prétendu que les brevetés pourraient se soustraire à l'obligation d'exploiter, que dans tous les cas ils exploiteraient *pour la frime*, comme on dit. On eut beau leur représenter qu'il y a des tribunaux en France et que, après comme avant la Convention, ils appliqueraient la loi de la même façon et n'interpréteraient pas autrement

qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors le sens du mot *exploiter*, lequel veut dire, dans la langue juridique, *fabriquer, exploiter par fabrication*; ils ne se laissèrent pas convaincre et, cherchant des arguments en quelque sorte contre eux-mêmes, ils prétendirent trouver dans une déclaration de M. Bozérian, l'un des plénipotentiaires français en 1883, une phrase d'où l'on pouvait conclure que le mot *exploiter* devait être interprété d'une façon très indulgente. Il est pourtant certain, hors de doute, que jamais dans aucun document de jurisprudence, on ne trouvera tendance quelconque de nos tribunaux à admettre qu'il puisse y avoir exploitation sans fabrication, sans mise en œuvre du travail national. On pouvait donc être pleinement rassuré. On fit mieux pourtant : à Madrid, nos plénipotentiaires obtinrent d'un certain nombre de nations la déclaration, consignée au quatrième protocole, et d'où il résulte que chaque pays pourra déterminer le sens dans lequel il y a lieu d'interpréter chez lui le sens du mot *exploiter*. Dès lors, plus de crainte possible; chaque pays fait sa propre jurisprudence. Voilà la France satisfaite; elle obtient ce qu'elle veut. Eh bien, non; nos législateurs ont des scrupules. Cette déclaration leur paraît trop belle, trop explicite; il doit y avoir une équivoque là-dessous. Ils refusent le quatrième protocole. En vérité, c'est à n'y rien comprendre.

Et, dans ce quatrième protocole, il y avait encore une disposition bien intéressante : c'est celle du paragraphe 3 de l'article 5, relatif aux marques de fabrique, qui stipule qu'une marque de fabrique ne peut tomber dans le domaine public dans l'un des États de l'Union aussi longtemps qu'elle est l'objet d'un droit privatif dans le pays d'origine. C'est là une question que la jurisprudence française n'a pas eu encore à trancher, ou plutôt qui n'a pas été soulevée devant les tribunaux français, et qu'un jour ou l'autre nous examinerons, en dehors même de la Convention; car nous pensons que l'effet des conventions internationales, en matière de marques, est de ne faire en quelque sorte qu'un domaine public comprenant les pays unis par la convention internationale, de sorte que la nouveauté et la réalité de la marque doit être appréciée d'abord dans le pays d'origine, et qu'une fois reconnue valable, existante dans ce pays, elle doit être de la même façon reconnue valable et existante dans tous les pays liés avec le premier par une convention internationale. Rien, dans ces autres pays, ne peut prévaloir contre la marque; les faits d'usurpation qui s'y peuvent produire ne sauraient être opposés au propriétaire de cette marque. La convention internationale, nous l'avons dit ailleurs, a pour effet d'abaisser les frontières, en quelque sorte de les niveler, et de faire

pour l'usage de la marque un seul et même territoire. Nous reprendrons cette idée et nous essayerons de la mettre en lumière. En tout cas, le quatrième protocole la faisait passer dans le domaine des faits accomplis; il résolvait la question pour les nations signataires du protocole. C'était du plus haut intérêt, notamment pour les Français, dont, on peut le dire sans être taxé d'exagération, les marques sont particulièrement appréciées. Ce bienfait a été repoussé par la Chambre des députés.

Nous ne pouvons que regretter que le quatrième protocole, dont les dispositions étaient essentiellement favorables à la France, n'ait pas trouvé grâce devant nos parlements; pourtant, ne nous en affligeons pas trop. En approuvant sur d'autres points la Convention de Madrid, nos législateurs ont consacré à nouveau la Convention d'Union originaire, et l'ont fait sortir de cette période d'incertitude où elle était encore, grâce aux plaintes de ceux qui la combattaient et en réclamaient incessamment la dénonciation. L'approbation d'une partie de la Convention de Madrid confirme la vitalité de la Convention de Berne, et, après tout, c'est bien quelque chose.

JURISPRUDENCE. — Il nous reste trop peu de place aujourd'hui pour parler avec quelque étendue, et comme il convient, de l'arrêt Ackermann-Laurence, rendu par la Cour d'Angers en matière de vins de Champagne, et de l'arrêt de la Cour de cassation dans l'affaire Redfern, qui inaugure, dans les relations de patron à employé, une nouvelle jurisprudence dont on peut dire assurément qu'elle n'est pas sans danger. Nous examinerons ces arrêts une autre fois.

Aujourd'hui, contentons-nous d'indiquer quelques décisions qui ont, comme on va le voir, leur importance et leur intérêt.

D'abord, signalons l'arrêt par lequel la Cour de cassation (ch. crim.) a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la Cour de Rouen dans l'affaire des bascules automatiques, dont nous avons entretenu nos lecteurs dans notre dernière lettre. Dès qu'aucun vice de forme n'était signalé, ce rejet était à prévoir. Les moyens du pourvoi portaient sur deux points; on soutenait que le brevet avait été mal compris par la Cour de Rouen et que son sens, nous disons sa loi (car le brevet dans notre législation est une véritable loi soumise au contrôle de la Cour de cassation), avait été faussé. On prétendait ensuite que, dans la comparaison que la Cour de Rouen avait faite des deux bascules, la bascule brevetée et la bascule arguée de contrefaçon, elle n'avait envisagé que les résultats sans tenir compte des organes eux-mêmes et de leur combinaison. Sur le premier point, la Cour de cassation

déclare que le brevet a été bien compris par le juge du fait, et son sens exactement apprécié. Tirons de là cette conclusion, c'est que la Cour de cassation admet, comme la Cour de Rouen, que la bascule Everitt, considérée dans l'ensemble de ses fonctions et des résultats qu'elle procure, constitue bien un produit industriel nouveau. Cette solution a une importance qui n'échappe à personne et que nous faisons ressortir dans notre dernier article. Dès l'instant que la bascule Everitt constitue un produit industriel nouveau, la question de l'organisme devient secondaire, puisque c'est une règle absolue que, lorsqu'un produit industriel nouveau est breveté, il n'est pas permis de le contrefaire, même par des moyens tout à fait différents. Sur le second point, qui, à raison de la décision rendue sur le premier moyen, perdait de son importance, la Cour suprême se borne à constater que, contrairement aux affirmations du pourvoi, la Cour de Rouen avait examiné non seulement les résultats, mais les organes et que, dès lors, à quelque point de vue qu'on se plaçât, la décision était irréprochable. Il est assurément intéressant de rapprocher et de comparer les diverses décisions rendues à propos de cette même bascule dans les différents pays et de voir ainsi, dans un coup d'œil, l'esprit de leurs législations.

Le Tribunal de la Seine a eu à statuer sur une question de compétence des plus intéressantes. Deux étrangers avaient déposé, chacun de son côté, une marque de fabrique en France. Les deux marques déposées étaient, en fait, identiques l'une à l'autre. L'un des étrangers, prétendant que cette marque était sa propriété exclusive, demande au Tribunal de la Seine la radiation de celle qui, semblable à la sienne, lui en paraît être une copie illicite. Le défendeur soulève aussitôt une exception d'incompétence; il soutient que, s'agissant d'une matière personnelle, il ne peut être assigné qu'à son domicile, lequel, dans l'espèce, était en Roumanie; il se prévaut de ce que les tribunaux français sont en principe incompétents pour statuer sur les litiges nés entre étrangers, à moins d'un accord entre les litigeants. Le demandeur répondait qu'il s'agissait d'une matière toute spéciale, une marque de fabrique, régie par une loi également spéciale, la loi du 23 juin 1857; il faisait remarquer que cette loi, qui érige l'usurpation d'une marque en délit, était essentiellement territoriale et que son interprétation, par sa nature même, échappait à la compétence des tribunaux étrangers. Il invoquait du reste le texte même de la loi de 1857 qui, dans son article 16, attribue, en matière de marques, compétence exclusive aux tribunaux civils, et par conséquent aux tribunaux civils français, et, dans ses articles 5 et 6, accorde

e bénéficiant de ses dispositions aux étrangers, d'une façon absolue, si l'étranger a un établissement sur le sol français, sous condition de réciprocité, si l'étranger est établi hors de France. Dans l'espèce, le demandeur, sujet autrichien, faisait observer qu'aux termes de la Convention diplomatique du 7 novembre 1881, les sujets français en Autriche, les sujets autrichiens en France jouissent sur les territoires respectifs des deux pays *des mêmes droits que les nationaux pour la protection des marques*. Il en concluait que, admis au bénéfice de la loi de 1857 au même titre et sur la même ligne que les Français, il avait incontestablement le droit, comme eux, et même, comme eux aussi, l'obligation de saisir de son litige les tribunaux civils français. Le Tribunal lui a donné raison par un jugement en date du 5 mars 1892, et, à dire le vrai, on peut s'étonner qu'une difficulté de cette nature ait été soulevée. Elle se heurte, à notre sens, d'abord à la pure raison, ce qui est quelque chose, et ensuite au texte comme à l'esprit de la loi de 1857. La thèse contraire s'appuyait pourtant sur des autorités sérieuses, et on annonce que le jugement du Tribunal de la Seine va être déféré à la Cour de Paris.

Signalons que cette Cour a réformé le jugement du Tribunal correctionnel de la Seine qui, au mépris de la Convention de 1883, avait décidé que la divulgation, donnée par l'inventeur à sa découverte au cours du délai de priorité que lui accorde la Convention pour se faire breveter dans les différents pays de l'Union, entraîne la nullité de son brevet français⁽¹⁾. La Cour, conformément à l'avis qui a été à plusieurs reprises émis dans ce journal, décide que l'article 4 de la Convention est général, et que les faits de divulgation qui se produisent dans le délai de priorité, soit qu'ils viennent de tiers, soit qu'ils viennent de l'inventeur lui-même, ne peuvent invalider son brevet.

EUG. POUILLET.

Lettre de Grande-Bretagne

RÉDUCTION DES TAXES DE BREVETS

L'exposé dont M. Goschen, notre Chancelier de l'échiquier, a accompagné le dépôt du budget pour l'exercice 1892-1893, aura mis de la joie dans le cœur de plus d'un breveté aux prises avec les difficultés de l'existence, et apporté un encouragement à nos inventeurs en général. Leurs lamentations ont enfin été entendues, et l'on a prêté l'oreille à leurs sollicitations! Le passage de l'exposé dont nous voulons parler est celui où il est dit que le montant des taxes de renouvellement

à payer pour maintenir un brevet en vigueur pendant toute la durée légale sera réduit de £ 150 à £ 95.

On avait constamment insisté auprès du gouvernement, depuis nombre d'années, pour qu'il allégeât les charges qui pèsent actuellement sur les brevetés britanniques; mais ce n'est que pendant les quelques dernières années, depuis que l'administration du Bureau des brevets a été « démocratisée », si l'on peut employer cette expression, que de grands excédents de recettes ont été réalisés dans son fonctionnement. Jusqu'ici, le Trésor avait toujours résisté à ces demandes, alléguant principalement l'existence de projets relatifs au perfectionnement du Bureau des brevets, qui nécessiteraient de fortes dépenses. Maintenant que l'excédent annuel dépasse cent mille livres sterling, cette objection a cessé d'avoir aucun fondement sérieux.

Le Chancelier de l'échiquier a évalué à cinquante mille livres par an la diminution de recettes qui résultera de la réduction proposée. Le rapport du contrôleur général sur l'année écoulée n'a pas encore été publié; mais si l'on se reporte au rapport sur l'année 1890, on verra que les taxes de renouvellement payées cette année-là s'élevaient à un peu plus de cent cinq mille livres. Calculée sur cette somme, la réduction de 55/150 représente trente-huit mille cinq cents livres; il est toutefois raisonnable de supposer non seulement que les demandes de brevets augmenteront, mais encore qu'une beaucoup plus grande proportion de brevets délivrés sera maintenue en vigueur. Il y a donc tout lieu d'admettre que la modification des taxes aboutira à un résultat plus favorable que celui prévu par le Trésor.

L'échelle adoptée pour les taxes est celle que l'écrivain a proposée dans un mémoire lu à l'Institut des brevets en novembre 1889, et dont il a été fait mention dans la *Propriété industrielle* de la même année, page 108.

D'après cette échelle, les taxes pour le dépôt de la spécification provisoire et de la spécification définitive s'élèvent ensemble à £ 4, comme à présent; mais la taxe de renouvellement pour la cinquième année est de £ 5, celle pour la sixième année de £ 6, et ainsi de suite, avec une augmentation annuelle de £ 1 jusqu'à la quatorzième année, où la taxe sera de £ 14. Les taxes à déboursier pour obtenir le brevet s'élèvent donc à £ 4, et celles nécessaires pour le maintenir en vigueur jusqu'à son terme légal à £ 95, ce qui fait un total de £ 99, contre £ 154 que l'on paye actuellement et £ 175 que l'on payait sous la législation antérieure à l'année 1884.

Un avantage secondaire de l'échelle des taxes susmentionnée est que le montant de la taxe payable chaque année correspond à l'année du brevet pour laquelle la taxe est due. C'est ainsi que la taxe sera de £ 7 pour la septième année du brevet, de £ 10 pour la dixième année, etc. D'après l'échelle actuelle, les augmentations ont lieu à intervalles irréguliers. Le budget, dans son ensemble, n'a pas encore été approuvé par la Chambre des communes; mais il n'y a aucune raison de croire qu'il soulève des objections, du moins en ce qui concerne les propositions mentionnées plus haut. La nouvelle échelle des taxes entrera en vigueur dans cinq mois d'ici.

Il a été apporté récemment un changement en ce qui concerne la vente des spécifications imprimées des inventions brevetées dans la Grande-Bretagne. Ces spécifications sont maintenant fournies au prix uniforme de huit pence (84 centimes), sans égard pour leur longueur. Ce prix est plus élevé que celui auquel on peut se procurer les spécifications aux États-Unis, mais plus bas que celui des spécifications allemandes. D'après un arrangement intervenu avec l'administration des postes, on pourra se procurer dans toutes les parties du pays une carte postale de huit pence, sur laquelle on indiquera au contrôleur la spécification que l'on désire, et qui constituera elle-même le paiement de cette dernière. Dans ce cas, les huit pence payeront non seulement la spécification, mais encore le port de la commande et celui de l'imprimé.

G. G. M. HARDINGHAM.

Lettre d'Italie.

DE LA TRANSMISSION DU NOM DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

I. La législation italienne, contrairement à celle de l'Allemagne et de quelques autres pays, ne prescrit pas la déclaration du nom commercial; c'est pour cela qu'il n'existe pas en Italie de registre du commerce indiquant les entreprises commerciales, individuelles ou collectives, qui naissent et se transforment.

Ce système, qui est aussi celui de la France, a ses avantages et ses inconvénients, dont le lecteur peut aisément se rendre compte. Une de ses conséquences est que la solution des questions particulières dépend d'une manière toute spéciale de la doctrine et de la jurisprudence des magistrats. En France, on admet que la transmission des noms ou des raisons de commerce peut se faire par contrat ou par succession; mais on exige la

(1) Voir *Prop. ind.* 1891, p. 128.

plupart du temps des adjonctions ou des déclarations de nature à faire reconnaître la transmission effectuée. En Italie, on est plus large, et l'on admet que le nom ou la raison se transmettent sans subir aucune modification.

La raison de cette largeur se trouve dans la différence faite entre le nom patronymique et le nom commercial. Le premier demeurant réservé à la personne qui l'obtient par sa naissance, on admet que le nom commercial peut se transmettre tel quel à des tiers.

Des objections se sont produites en ce qui concerne les dénominations de sociétés, car celles en nom collectif doivent consister en une raison sociale dont les noms des associés peuvent seuls faire partie (art. 79 et 105 du code de commerce), tandis que les sociétés anonymes n'ont pas de raison sociale, mais sont désignées par une dénomination particulière ou par la désignation de l'objet de leur commerce (art. 77 du même code). Or il se peut qu'en cas de transmission de nom commercial, les conditions ci-dessus ne se réalisent pas. La jurisprudence de nos magistrats a, toutefois, surmonté cette objection, ce dont font preuve les quelques décisions récentes que je vais citer, pour ne pas parler des plus anciennes.

II. Par arrêt en date du 24 avril 1890, la Cour de cassation de Rome a jugé que l'article 105 du Code de commerce ne faisait pas obstacle à ce qu'une société en nom collectif se dénommât d'après l'objet de son commerce, attendu que cet article avait pour unique but d'empêcher les erreurs et les tromperies pouvant résulter de la présence, dans la raison sociale, de noms de personnes dont la responsabilité ne serait pas illimitée. Il s'agissait dans l'espèce d'une société en nom collectif sous la raison de l'*Entreprise des transports militaires*, laquelle était gérée par un des associés qui signait de son nom et prénom, en se donnant la qualité d'administrateur.

III. Un cas plus grave a été tranché par l'arrêt de la Cour d'appel de Milan du 27 janvier 1891. Il existait une société en nom collectif entre Antonio Chiodera, Cristoforo Mazzoleni et Gaetano Fiori, sous la raison *A. Chiodera*. On avait stipulé que la durée obligatoire de l'association serait de six ans pour Mazzoleni et Fiori, avec faculté pour eux de la continuer ultérieurement, tandis que Chiodera serait libre de se retirer et de disposer de son capital moyennant un avis préalable d'un an. Chiodera fit usage de la faculté qui lui avait été accordée. Quand se posa la question de savoir si les deux autres associés avaient ou non le droit de continuer leur entreprise sous la raison *A. Chiodera*,

la Cour de Milan se prononça pour l'affirmative. Elle se basait en cela sur la considération que, puisque l'entreprise continuait et qu'il n'y avait eu aucune stipulation spéciale pour le cas de la retraite de Chiodera, on devait présumer que ce dernier avait autorisé aussi la continuation de la raison de commerce. A l'objection tirée de l'article 105 du code de commerce, la Cour répondit que cet article devait être compris dans le sens qu'au moment de la constitution de la société, il n'est pas loisible aux associés de prendre la dénomination de la raison sociale en dehors du nom d'un ou de plusieurs d'entre eux, mais qu'une fois que la raison est formée du nom d'un des associés, l'existence légale de la société est tout à fait régulière et assurée.

Cet argument peut paraître en contradiction avec celui présenté par la Cour de cassation de Rome dans l'arrêt cité plus haut; mais il convient de tenir compte du fait que la retraite d'un associé doit être publiée dans les formes légales, ce qui fait connaître au public que, malgré la continuation du nom commercial, la société a cessé de compter parmi ses membres la personne ayant le nom patronymique correspondant.

IV. La Cour de cassation de Turin avait déjà décidé dans un sens analogue, par arrêt en date du 6 décembre 1882, qu'après la mort du fondateur d'une raison sociale, celle-ci pouvait être reprise telle quelle par les successeurs. C'est ainsi qu'a été reconnue valide l'hypothèque inscrite en vertu d'un jugement rendu contre une maison de commerce portant le nom d'une personne décédée, alors que la raison commerciale avait été reprise et continuée par l'héritier.

Plus récemment, la même Cour de cassation de Turin a eu à se prononcer à propos d'une société en commandite. Dans les sociétés de ce genre, les noms des associés indéfiniment responsables peuvent seuls faire partie de la raison sociale. Or, il y avait à Gênes une société en commandite simple sous la raison *Giovanni Ansaldo & C^{ie}*, dont Giovanni Ansaldo était l'associé responsable. Après la mort de ce dernier, la société continua à exister sous le même nom sous la direction du gérant responsable Giovanni Bombrini. Celui-ci ayant fait des contrats avec un nommé G. B. Parodi, et l'ayant poursuivi en justice, il se vit opposer une exception lui déniait le droit d'agir comme associé gérant d'une société en commandite ne portant pas son nom. Par arrêt en date du 31 décembre 1890, et confirmant sur ce point un arrêt du 20 juin précédent de la Cour d'appel de Gênes, la Cour de cassation

a déclaré qu'après le décès de l'associé commandité dont le nom figure dans la raison sociale, celui qui lui succède en qualité de gérant responsable peut continuer le commerce sous l'ancienne raison, et jouir ainsi de la renommée que le fondateur ou le précédent gérant de la société a su acquérir à cette dernière dans la branche spéciale de son commerce.

DES ENSEIGNES

I. Dans la correspondance d'Italie publiée dans le numéro de septembre dernier de ce journal, il a été question d'un arrêt de la Cour d'appel de Florence du 24 avril 1890, rendu en matière d'enseigne⁽¹⁾. Cet arrêt a été partiellement maintenu et partiellement annulé par celui de la Cour de cassation de Florence en date du 22 janvier 1891.

Voici le litige dont il s'agit: Schneider, propriétaire d'un hôtel de Florence à l'enseigne de *Pension suisse*, se plaignait de ce que les nommés Mosca et Menagiardi, propriétaires d'un autre hôtel, eussent ajouté à l'écriteau de leur omnibus les mots *Propriété suisse*, créant ainsi une confusion entre leur établissement et le sien; en conséquence, il demanda en justice la suppression de l'adjonction dont il s'agit, ainsi que l'allocation de dommages-intérêts.

Les défendeurs objectèrent que le titre de *Pension suisse* était une dénomination générique pouvant être employée par chacun pour désigner un hôtel quelconque tenu dans le genre suisse, et que les demandeurs n'avaient pas rempli les formalités prescrites par la loi de 1868 pour obtenir un droit exclusif sur cette dénomination. Ces deux exceptions furent rejetées par la Cour d'appel, qui accueillit la demande de Schneider. La Cour de cassation de Florence repoussa la partie du pourvoi qui attaquait la suppression ordonnée des mots *Propriété suisse*, mais il accueillit celle ayant trait aux dommages-intérêts.

II. La Cour de cassation a envisagé à bon droit que la décision concernant le caractère distinctif d'une enseigne et la possibilité d'une confusion était une décision de fait, qui appartenait aux juges du fond. C'est aussi avec raison qu'elle a jugé que les formalités prescrites par la loi italienne de 1868 ne concernaient que les marques de fabrique, et nullement les enseignes et autres indications semblables.

A ce propos, je dois dire que je ne partage pas l'opinion exprimée dans la correspondance publiée dans le numéro de septembre de ce journal, et d'après laquelle la loi sur les noms et les marques de fabrique

(1) Voir *Prop. ind.* 1891, p. 115.

ne trouverait aucune application en matière d'enseignes, de titres ou de dénominations d'établissements industriels. Ce n'est pas ici le lieu d'entamer une polémique sur l'interprétation des jugements cités dans ledit article. Je me borne donc à rappeler la teneur littérale de l'article 5 de la loi du 20 août 1868:

« La prohibition générale d'usurper le nom ou la signature d'une société ou d'un individu étant maintenue, il est aussi interdit de s'approprier la *raison commerciale* ou l'*enseigne* d'une entreprise, l'*emblème* caractéristique, la *dénomination* ou le *titre* d'une association ou d'un corps moral soit étrangers, soit nationaux, et de les apposer sur des magasins, sur des produits industriels ou commerciaux, sur des dessins, gravures ou autres œuvres d'art, quand bien même la raison de commerce, l'enseigne, l'emblème, la dénomination ou le titre précités ne feraient pas partie d'une marque ou d'un signe distinctif, ou ne seraient pas enregistrés en conformité des dispositions de la présente loi. »

Puis, l'article 12 punit d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 2000 livres « celui qui aura contrevenu aux dispositions des articles 3, 5 et 6 de la présente loi.

La loi italienne vise donc l'usurpation de l'enseigne, et la frappe même d'une pénalité.

Il est vrai que souvent on s'en tient à l'action civile, mais cela vient de ce que la partie lésée n'est pas sûre que le contrefacteur ne puisse être acquitté au cas où le dol ne pourrait pas être établi, tandis que la simple faute est une base suffisante pour l'action civile en dommages-intérêts.

Cela ne veut pas dire que le juge doit accorder des dommages-intérêts en tout état de cause. Il doit, au contraire, toujours rechercher si le fait dommageable résulte d'une faute du défendeur; car le dommage causé ne suffit pas pour établir la responsabilité de son auteur, et il faut pour cela qu'il y ait eu au moins légèreté coupable. Ce principe a été établi par la Cour de cassation de Florence dans l'affaire dont il a été question plus haut, et comme la Cour d'appel n'avait pas recherché s'il y avait eu faute de la part des défendeurs, la partie de son arrêt relative aux dommages-intérêts a été annulée.

DES MARQUES DE FABRIQUE

I. La même correspondance de septembre dernier a parlé de l'arrêt de la Cour d'appel de Rome en date du 22 juillet 1890, qui a prononcé une condamnation pour contrefaçon de la marque de la maison L. Baschiera et C^{ie}. J'ajouterai que la Cour de cassation de Rome a rejeté, par arrêt en date du 13 avril 1891, le pourvoi qui avait été formé contre l'arrêt de la Cour d'appel.

Il n'y aurait pas lieu de nous arrêter à cette affaire plus qu'à toutes les autres qui ont trait à l'imitation frauduleuse des marques d'autrui, si la Cour d'appel n'avait pas eu à trancher une fois de plus la question de l'effet du dépôt de la marque. Dans le cas dont il s'agit, la contrefaçon de la marque avait eu lieu avant que le titulaire eût accompli les formalités prescrites par la loi. On sait qu'en France la loi n'attribue au dépôt de la marque qu'un effet déclaratif, ce qui permet de frapper même les contrefaçons antérieures au dépôt, tandis que d'autres législations donnent à l'accomplissement de la formalité un caractère attributif, en sorte que la marque appartient au premier qui en opère le dépôt, qu'il ait ou non été le premier à en faire usage.

II. L'article 10 de la loi italienne dispose à cet égard ce qui suit:

« Le droit à l'usage exclusif de la marque ou du signe distinctif court, en faveur du déclarant, à partir de la date de l'enregistrement fait dans les bureaux de la préfecture (où la marque est déposée); mais, pour les effets des amendes et des dommages-intérêts, la concession du certificat de privilège devra être immédiatement publiée dans la *Gazette officielle*. »

En ne considérant que cet article, il semblerait qu'en Italie l'accomplissement des formalités prescrites par la loi a un caractère éminemment attributif de propriété; et en effet, on ne pourra jamais chez nous prononcer une condamnation pénale ou civile pour des faits de contrefaçon ou d'imitation frauduleuse antérieurs à la publication de la *Gazette officielle*. Mais on ne peut pas encore déduire de là que, de deux personnes ayant la même marque ou deux marques ressemblantes, le droit exclusif appartienne à celle qui a fait le premier dépôt. L'article 1^{er} de la loi exige que la marque soit *différente de celles dont il a été fait usage légalement par des tiers*. Or on a déjà souvent discuté sur ce qu'il fallait entendre par l'*usage légal* antérieur. Il a été rendu des arrêts, en particulier par la Cour d'appel de Turin, jugeant que l'usage fait d'une marque pendant le temps où il était impossible de demander judiciairement la condamnation du contrefacteur à l'amende ou à des dommages-intérêts, était un *usage légal*. Il suivait de là que si quelqu'un avait adopté une marque sans en opérer le dépôt, et si un autre avait contrefait cette marque avant l'accomplissement de cette formalité, l'usage de la marque fait par le second était considéré comme légal, et le dépôt ultérieurement effectué par le premier, comme inefficace.

Mais des arrêts d'autres Cours, et spécialement de la Cour de cassation de Turin, ont rejeté cette interprétation, et adopté le point de vue qu'on ne pouvait considérer l'usage d'une marque comme légal, s'il était basé sur une contrefaçon ou sur une imitation frauduleuse.

Quand le contrefacteur ou l'imitateur adoptent une marque, ils ne peuvent pas dire que celle-ci soit *différente* de celle dont un tiers a déjà fait un usage légal; ils ne peuvent par conséquent invoquer aucun droit. Cela veut dire que l'on reconnaît comme valide et efficace le dépôt de la marque fait par celui qui l'a adoptée le premier; mais que celui-ci ne peut agir en la voie civile ou en la voie pénale que pour des faits postérieurs à la publication de la marque déposée. Il semble donc que cette interprétation place la loi italienne dans une situation intermédiaire entre celles qui assignent au dépôt un effet attributif de propriété, et celles qui ne lui attribuent qu'un effet déclaratif.

III. Le dernier arrêt de la Cour d'appel de Rome a en réalité appliqué ce système, sans s'arrêter à la théorie juridique. Cette théorie a été en revanche invoquée et appliquée plus récemment, dans un jugement rendu le 28 juillet 1891 par le Tribunal correctionnel de Turin concernant la contrefaçon de la marque de la maison Fratelli Bassolini par un nommé Macchi. Celui-ci invoquait l'usage fait par lui de la marque en question depuis l'année 1888, tandis que la marque Bassolini n'avait été déposée qu'au commencement de 1891 et que, par conséquent, la publication n'en avait été faite dans la *Gazette officielle* que dans le courant de la même année. Mais comme il résultait des faits de la cause que la maison Bassolini faisait déjà usage de la marque longtemps avant l'année 1888, Macchi fut déclaré coupable, et condamné pour l'usage fait de la marque contrefaite postérieurement à la publication.

M. AMAR.

Lettre d'Autriche-Hongrie

Après un silence de deux ans⁽¹⁾, il est temps de venir vous rendre compte de ce qui s'est fait en Autriche en vue de l'amélioration de la législation intérieure sur la propriété industrielle, et de l'accession à l'Union internationale.

Après comme avant, la question la plus importante était celle de la révision de la loi sur les brevets. Tôt après la réunion de la nouvelle Chambre, le soussigné a déposé,

(1) Voir la dernière correspondance, *Prop. ind.*, 1890, p. 67.

avec l'appui de plusieurs autres députés, une motion constatant les défauts du régime autrichien en matière de brevets et invitant le gouvernement à élaborer, dans le plus bref délai possible, d'un commun accord avec le gouvernement hongrois, un projet de loi sur les brevets basé sur les principes suivants :

- a. Appel aux oppositions avec examen préalable facultatif;
- b. Licences obligatoires;
- c. Établissement d'un Bureau des brevets indépendant;
- d. Possibilité de recourir contre les décisions de ce Bureau;
- e. Renvoi des procès en contrefaçon devant les tribunaux ordinaires;
- f. Réglementation, dans la loi même, des questions relatives aux dommages-intérêts.

La motion recommandait en outre l'accession de la monarchie autrichienne à l'Union pour la protection de la propriété industrielle.

Elle arriva en première délibération le 22 octobre 1891, et fut motivée d'une manière approfondie par le soussigné ainsi que par M. le Dr Pattai et M. le Dr Jacques. Le Ministre du commerce saisit cette occasion pour exprimer sa conviction que la loi sur les brevets actuelle ne pouvait être maintenue à la longue, et pour assurer que le gouvernement s'efforcerait de s'entendre avec la Hongrie sur un projet de loi concernant les brevets qui serait ensuite soumis au parlement.

La Chambre a renvoyé la motion à une commission spéciale, qui décida avant tout de procéder à une enquête sur les principales questions, se rattachant à la réforme projetée. Cette enquête a eu lieu les 23 et 25 novembre avec le concours d'hommes spéciaux dans les domaines du génie civil, du commerce et du droit. Tous les experts consultés se sont prononcés en faveur de l'appel aux oppositions, de la création d'un Bureau des brevets indépendant, des licences obligatoires, du renvoi des actions en contrefaçon aux tribunaux, et de l'accession de l'Autriche-Hongrie à l'Union pour la protection de la propriété industrielle. Il y avait, en revanche, divergence de vues sur la question de savoir si l'appel aux oppositions devait, ou non, être joint à un examen préalable obligatoire fait par l'administration.

Depuis, le Ministre du commerce hongrois a fait connaître que lui aussi avait l'intention de travailler à la réforme de la législation sur les brevets. Il y a donc lieu d'espérer qu'après de longs efforts, nous aboutirons avant qu'il soit longtemps à un succès pratique dans ce domaine.

L'arrangement pour la protection réciproque des inventions, marques, dessins et modèles industriels, conclu en décembre 1891 entre

l'Autriche-Hongrie et l'empire d'Allemagne, est un fait significatif dans le développement de nos relations en matière de propriété industrielle. Cet arrangement crée entre les deux empires des rapports analogues à ceux qui ont été établis par la Convention d'Union entre les divers États contractants. Le bien-fondé des raisons qui ont abouti à la conclusion de l'Union internationale et la justesse des principes mis à la base de la Convention, ont ainsi été reconnus, — il est vrai seulement dans le cercle restreint de leurs relations réciproques, — par deux grandes puissances qui s'étaient tenues jusqu'ici à l'écart de l'Union.

Nous ne pouvons voir en cela qu'un premier pas fait par ces deux États vers leur accession à l'Union internationale, et saluons donc avec satisfaction la conclusion de cet arrangement.

La nouvelle loi sur les marques, qui est entrée en vigueur en mai 1890, a produit de bons résultats en ce que les usurpations de marques et de raisons de commerce sont devenues plus rares, par suite de la répression sévère dont elles sont l'objet de la part des tribunaux.

En revanche, la disposition d'après laquelle les marques composées exclusivement de mots ne sont généralement pas admises à l'enregistrement, s'est trouvée constituer un défaut sensible de la loi. Elle nuit surtout aux nationaux, puis aussi aux ressortissants des États qui n'ont pas conclu avec l'Autriche des conventions disposant que les marques de leurs citoyens doivent être protégées dans ce pays à la seule condition de satisfaire aux prescriptions de la législation du pays d'origine.

Dr GUILLAUME EXNER,
Directeur du Musée technologique de Vienne,
Président de la section autrichienne
de la Commission permanente.

JURISPRUDENCE

FRANCE

BREVET D'INVENTION. — BASCULES AUTOMATIQUES. — MOYENS MÉCANIQUES DIFFÉRENTS. — PRODUIT INDUSTRIEL NOUVEAU.

BREVET D'INVENTION. — ARTICLE 4 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DU 20 MARS 1883. — DIVULGATION DE LA DÉCOUVERTE PAR L'INVENTEUR LU-MÊME PENDANT LE DÉLAI DE PRIORITÉ.

MARQUES DE FABRIQUE IDENTIQUES. — DÉPOSANTS ÉTRANGERS. — MATIÈRE PERSONNELLE. COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS.

(Voir lettre de France, page 60.)

MARQUE DE FABRIQUE. — LIEU DE FABRICATION. — INDICATION MENSONGÈRE. — DÉLIT.

La disposition de l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824, qui punit l'apposition de fausses indications d'origine sur les objets fabriqués, est générale et absolue, et s'applique à toute usurpation de nom dans le but de tromper l'acheteur sur l'origine du produit vendu ou mis en vente. Il importe peu que le lieu désigné ait ou non une notoriété particulière au point de vue industriel.

(Cour de cassation, 23 janvier 1892. — Hurard c. de Querhoënt.)

De Querhoënt, cessionnaire de la marque *Rhum Chauvet de Macouba (Antilles)*, a importé des rhums et des tafias qu'il a préparés, colorés et aromatisés, pour les mettre ensuite dans le commerce sous la marque ci-dessus, laquelle a aussi été apposée sur ses prospectus, factures et caisses.

Hurard lui a intenté une action correctionnelle en fausse indication d'origine, basée sur le fait que de Querhoënt n'avait aucune usine ou plantation dans la localité de Macouba.

Le Tribunal correctionnel du Havre, saisi de cette affaire, a posé en principe: 1^o qu'une indication d'origine supposée, figurant dans une marque, ne devait pas donner au produit qui en est muni une plus-value que ce dernier n'obtiendrait pas avec l'indication exacte de son origine; 2^o qu'elle ne doit pas tromper les personnes qui attribuent au produit, à raison de son origine, une valeur ne correspondant pas à sa qualité. Il a ensuite conclu des documents de la cause que Macouba jouit d'une bonne renommée pour son rhum et que de Querhoënt a commis un délit en trompant l'acheteur tant sur l'origine que sur la valeur du rhum dit de Macouba. En conséquence, le défendeur a été condamné à 50 fr. d'amendé et à 200 fr. de dommages-intérêts.

Appel ayant été interjeté, la Cour a réformé le jugement de première instance, en se basant sur les considérations que Macouba n'avait pas une notoriété particulière comme lieu de production pour du rhum, et que le demandeur n'avait prouvé ni que la liqueur vendue comme rhum Chauvet de Macouba ne fût pas de la provenance indiquée, ni qu'il ait apposé cette indication d'origine dans l'intention de créer une plus-value frauduleuse et de nature à tromper l'acheteur.

Sur le pourvoi du défendeur, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rendu l'arrêt suivant, sur le rapport de M. le conseiller Sallantin:

LA COUR,

Vu les articles 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 et 7 de la loi du 28 avril 1810;

Attendu que par jugement du Tribunal correctionnel du Havre, en date du 30 juillet 1890, de Querhoënt, sur la plainte d'Hurard,

partie civile, a été condamné à 50 francs d'amende et 200 francs de dommages-intérêts pour avoir apposé sur des rhums fabriqués le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication; que, sur le double appel formé par le prévenu et par la partie civile, la Cour de Rouen a réformé la décision des premiers juges et relaxé de Querhoënt des poursuites;

Attendu que, pour motiver sa décision, la Cour d'appel de Rouen, après avoir précisé les faits imputés à de Querhoënt, déclare que la citation qui lui a été donnée à la requête d'Hurard, lui reproche spécialement d'avoir usurpé le nom d'une localité « la Macouba », renommée pour sa fabrication; que la Cour, examinant ensuite « si les termes de la citation se trouvent confirmés et justifiés par l'instruction faite devant elle et par le débat », déclare qu'il en ressort au contraire que Macouba n'a pas une notoriété particulière comme lieu de production ou de fabrication de rhum; d'où l'arrêt conclut que le premier grief de la plainte doit être écarté, l'usurpation n'ayant pas le caractère allégué;

Attendu, en droit, que l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824, édicté en vue de maintenir et de protéger la loyauté du commerce, prohibe l'apposition, sur un produit fabriqué, du nom d'un lieu autre que celui de la fabrication; qu'il importe peu que le lieu désigné ait ou non une notoriété particulière au point de vue industriel, la disposition de la loi étant générale et absolue, et s'appliquant à toute usurpation de nom dans le but de tromper l'acheteur sur l'origine du produit vendu ou mis en vente;

Attendu toutefois que quelque erronés que soient, au point de vue du droit, les motifs donnés par l'arrêt attaqué pour prononcer le relaxe du prévenu, il y a lieu de rechercher si ce relaxe n'est pas justifié par d'autres dispositions de l'arrêt; que les termes dans lesquels cet arrêt est rédigé sont peu clairs et manquent de précision; que si la Cour d'appel déclare qu'Hurard n'a pas fait la preuve que les étiquettes apposées par le prévenu fussent mensongères et que les rhums par lui vendus ne provenaient pas réellement de Macouba, de la Jamaïque, de la Martinique et des Antilles, l'arrêt, indiquant et précisant la nature de la preuve que la partie civile aurait dû faire, ajoute « qu'il faut tenir pour constant qu'Hurard n'établit pas que de Querhoënt aurait apposé sur des rhums fabriqués un lieu autre de fabrication dans l'intention de créer à ces rhums une plus-value frauduleuse et de nature à tromper l'acheteur »; que la Cour d'appel, pour déterminer les conditions dans lesquelles le plaignant devait faire la preuve du délit, se réfère ainsi à

l'interprétation erronée qu'elle donne aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824; que l'arrêt entrepris laisse donc incertain le point de savoir si la Cour d'appel a entendu écarter comme n'étant pas suffisamment établis les faits mêmes imputés à de Querhoënt, ou si elle a refusé à ces faits le caractère de délit par suite de l'erreur de droit dans laquelle elle était tombée;

Attendu qu'aux termes de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, les arrêts qui ne contiennent pas les motifs sont nuls;

Par ces motifs,

Casse l'arrêt de la Cour d'appel de Rouen (Ch. corr.) du 6 décembre 1890.

GRANDE-BRETAGNE

MARQUE DE FABRIQUE. — MÉDAILLES DE COULEUR ROUGE. — ACTION EN CONTREFAÇON. — ASPECT DISSEMBLABLE. — NOMS DONNÉS A UNE MARQUE FIGURATIVE PAR LES CONSOMMATEURS INDIGÈNES. — CONFUSION.

(Haute Cour de justice, Division de chancellerie, 14, 15, 16, 17 avril et 1^{er} mai 1891. — *Wilkinson c. Griffith Bros & Co.*)

Wilkinson Heywood & Clark fabriquent du vernis pour meubles, qu'ils exportent depuis des années dans l'Inde britannique en boîtes de fer-blanc munies d'une marque consistant en une étiquette en langue anglaise, sur laquelle figurent deux médailles de couleur rouge. Ce vernis a acquis une grande réputation sur le marché de Bombay, et comme les consommateurs indigènes ne peuvent pas lire le texte de l'étiquette dont il est muni, ils le désignent, d'après les deux médailles, sous le nom de vernis *Lal Mohur* ou *Lal Chap*, mots qui signifient *Médaille rouge* ou *Timbre rouge*. La maison Griffith Bros & Co s'étant mis à importer à Bombay un vernis sous une marque consistant en un grand ballon accompagné de deux médailles rouges, — marque dont l'aspect général diffère absolument de celui de la première, — MM. Wilkinson Heywood & Clark lui intentèrent une action pour leur faire interdire: 1^o d'exporter un vernis autre que celui des demandeurs sous le nom de *Lal Mohur* ou *Lal Chap*; 2^o de munir un vernis autre que celui des demandeurs d'un emballage ou d'une étiquette de nature à le faire passer pour du vernis *Lal Mohur* ou *Lal Chap*; 3^o d'une manière générale, de donner à leurs produits une apparence pouvant les faire passer pour ceux des demandeurs.

Les demandeurs reconnaissent la dissemblance existant entre les deux marques; mais ils s'appuyaient sur l'importance du fait que les indigènes avaient créé, pour désigner le vernis de leur maison, une dénomination

tirée des médailles rouges de leur marque, et ils affirmaient qu'en introduisant deux médailles semblables dans leur étiquette, les défendeurs avaient voulu vendre leurs produits sous la dénomination sous laquelle le vernis des demandeurs était devenu populaire.

Les défendeurs objectaient l'aspect complètement différent de leur marque et le fait qu'il n'avait pas été établi un seul cas d'un acheteur trompé. Ils firent en outre observer qu'en donnant raison aux demandeurs, on accorderait à ces derniers un monopole sur tous les timbres de couleur rouge, ce qui serait contraire à la loi, laquelle n'accorde un droit privatif que pour des dessins spéciaux et non pour des couleurs.

Il résulte des faits de la cause que les défendeurs avaient d'abord tenté inutilement de se créer un marché en Inde pour le vernis qu'ils vendaient sous une étiquette blanche et qu'ils n'ont réussi à se faire une clientèle qu'après l'adoption de l'étiquette arguée de contrefaçon. Quant à cette dernière étiquette, ils l'ont commandée peu de jours après la réception d'une lettre de leur agent de Bombay leur disant qu'ils pourraient obtenir de fortes commandes, s'ils adoptaient une étiquette se rapprochant autant que possible de la marque de la maison W. Taylor & Co, *limited*; or, cette maison venait d'être l'objet d'une *injunction* lui interdisant de contrefaire la marque des demandeurs.

Le juge Romer a reconnu que si l'étiquette des demandeurs et celle des défendeurs étaient placées à côté l'une de l'autre, elles seraient faciles à distinguer; mais il a ajouté qu'il ne suffisait pas qu'il y eût certaines dissemblances entre les deux marques, et qu'il fallait, au contraire, appliquer le principe formulé par lord Cranworth dans l'affaire *Seixo c. Provezende* en les termes suivants: « Ce serait une erreur de supposer que la ressemblance doit être assez grande pour tromper des personnes qui verraient les deux marques à côté l'une de l'autre. Une règle aussi restrictive ne serait d'aucune utilité pratique. Si, à la vue de la marchandise qui lui est offerte, l'acheteur risque d'être naturellement amené, par la marque qui y est apposée, à admettre qu'il s'agit d'un produit d'un autre fabricant, et d'acheter dans cette croyance, la Cour envisage que l'usage d'une marque semblable est frauduleux. Mais je vais plus loin. Je ne considère pas que la ressemblance matérielle des deux marques soit le seul point à prendre en considération. Si les produits d'un fabricant sont devenus connus sur le marché sous un nom particulier tiré de la marque ou de l'emblème dont ils ont été munis, j'estime que l'adoption, de la part d'un concurrent,

d'une marque de nature à faire donner à ses produits sur le marché un nom semblable à celui que portent les produits du premier fabricant, constitue une violation aussi réelle des droits de celui-ci, que si sa marque avait été réellement copiée. » L'important était donc de se rendre compte de l'effet produit par l'étiquette des défenseurs sur les acheteurs indigènes ordinaires de Bombay. Or, il résultait de nombreuses dépositions que, si les négociants en gros qui achètent directement au fabricant ne risquaient pas d'être trompés, il n'en était pas de même de leurs acheteurs. En reconnaissant aux défenseurs le droit de vendre leur vernis muni de l'étiquette incriminée, on eût donc causé un préjudice aux mandeurs, car le vernis de leurs concurrents, moins cher que le leur, aurait été acheté par des personnes peu scrupuleuses, qui l'auraient fait passer pour celui de ces derniers.

Le juge a fait ensuite remarquer que les dépositions entendues ne se rapportaient pas uniquement à l'effet probable qu'aurait produit l'étiquette des défenseurs, mais qu'il y avait eu des témoignages établissant: que l'étiquette en question n'avait été commandée que parce qu'elle ressemblait à celle des demandeurs; que le vernis de ces derniers s'était vendu sous le nom de *Lal Mohur* et de *Lal Chap*; enfin, que les produits des défenseurs n'avaient pu trouver des acheteurs à Bombay qu'après avoir été munis de la nouvelle étiquette. Il n'avait, il est vrai, été fourni aucune preuve constatant qu'un indigène eût été trompé sur la provenance du produit vendu; mais les demandeurs n'auraient pu arriver aux consommateurs que par l'entremise des marchands qui les avaient trompés, et l'on était frappé, à la lecture des dépositions, de la répugnance insurmontable des marchands indigènes à fournir les noms de leurs clients.

Quant à l'argument des défenseurs, consistant à dire que les demandeurs cherchaient à obtenir le monopole, à Bombay, des marques rouges de toute nature, le juge y a répondu en faisant observer que les derniers cherchaient uniquement à se protéger contre l'emploi fait de médailles rouges dans une étiquette dont la destination frauduleuse avait été établie au cours du procès.

En conséquence, le juge a prononcé une injonction interdisant aux défenseurs de vendre ou de mettre en vente des vernis autres que ceux fabriqués par les demandeurs sous l'étiquette incriminée, ou sous toutes autres étiquettes ou marques pouvant faire croire qu'il s'agit de produits de ces derniers, et il a en outre condamné les premiers au paiement de dommages-intérêts et aux frais du procès.

ITALIE

NOM COMMERCIAL. — SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF, ANONYMES ET EN COMMANDITE.

ENSEIGNES. — APPLICATION DE LA LOI SUR LES MARQUES.

MARQUES DE FABRIQUE. — ACTION EN CONTRE-FAÇON SUBORDONNÉE AU DÉPÔT. — DROIT A LA MARQUE. — USAGE LÉGAL ANTÉRIEUR.

(Voir lettre d'Italie, page 61.)

STATISTIQUE

ÉTATS-UNIS

I. RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS DU BUREAU DES BREVETS PENDANT L'ANNÉE FISCALE FINISSANT LE 30 JUIN 1891.

Résumé des opérations du Bureau des brevets

Nombre des demandes de brevets d'invention	39,696
Nombre des demandes de brevets pour dessins	1,146
Nombre des demandes de redélivrance de brevets	111
Nombre des demandes d'enregistrement de marques de fabrique	1,855
Nombre des demandes d'enregistrement d'étiquettes	808
Nombre des cavéats déposés	2,333
TOTAL	45,949
Nombre des brevets délivrés, y compris les redélivrances et les brevets pour dessins	25,307
Nombre des marques de fabrique enregistrées	1,744
Nombre des étiquettes enregistrées	289
TOTAL	27,340
Nombre des brevets retenus pour cause de non-paiement de la taxe finale	3,514
Nombre des brevets expirés	12,383

Recettes et dépenses

Recettes de toute nature	§ 1,302,794.59
Dépenses (y compris les frais d'impression, de reliure et les dépenses accidentelles)	» 1,145,502.90
Excédent de recettes	§ 157,291.69

Compte du fonds des brevets au trésor des États-Unis

An 30 juin 1890	§ 3,790,556.28
» » » 1891	» 157,291.69
	§ 3,947,847.97

État comparatif des recettes et dépenses

Année finissant le 30 juin	Recettes	Dépenses
1886	§ 1,206,167.80	§ 991,829.41
1887	» 1,150,045.05	» 981,644.09
1888	» 1,122,994.83	» 953,730.14
1889	» 1,186,557.22	» 999,697.24
1890	» 1,347,203.21	» 1,081,173.56
1891	» 1,302,794.59	» 1,145,502.90

État comparatif montrant l'augmentation des demandes déposées (brevets et redélivrances, dessins, marques de fabrique et étiquettes)

Année finissant le 30 juin 1886	38,678
» » » » » 1887	38,408
» » » » » 1888	37,769
» » » » » 1889	39,702
» » » » » 1890	43,810
» » » » » 1891	43,616

Nombre des demandes en suspens au Bureau des brevets

An 1 ^{er} juillet 1886	6,772
» » » 1887	7,601
» » » 1888	7,227
» » » 1889	7,073
» » » 1890	6,585
» » » 1891	8,911

II. DONNÉES EXTRAITES DU RAPPORT DU COMMISSAIRE DES BREVETS SUR L'ANNÉE 1891.

Recettes

Demandes de brevets	§ 1,141,222.40
Vente d'imprimés, copies, etc.	» 94,288.26
Enregistrement de transmissions	» 21,272.56
Abonnements à la Gazette officielle	» 13,321.56
Enregistrement d'étiquettes	» 1,181.—
Total des recettes	§ 1,271,285.78

Dépenses

Traitements	§ 671,614.05
Gazette officielle	» 60,107.20
Photolithographie	» 88,755.86
Bibliothèque scientifique	» 2,771.16
Port des publications adressées aux gouvernements étrangers	» 462.90
Union internationale pour la protection de la propriété industrielle	» 673.54
Fournitures de bureau	» 19,825.66
Ports de lettres pour l'étranger	» 1,866.—
Impression et reliure	» 258,542.43
Personnel de garde	» 16,600.—
Mobilier	» 15,462.43
Téléphones	» 468.—
Divers	» 2,564.12
Total des dépenses	§ 1,139,713.35
Recettes	§ 1,271,285.78
Dépenses	» 1,139,713.35
Excédent des recettes	§ 131,572.43

Fonds des brevets au Trésor des États-Unis

Avoir au 1 ^{er} janvier 1891	§ 3,872,745.24
Excédent de recettes de l'année 1891	» 131,572.43
Avoir au 1^{er} janvier 1892	§ 4,004,317.67

Résumé des opérations du Bureau des brevets

Nombre des demandes de brevets d'invention	39,418
» » pour dessins	1,025
» redélivrances de brevets	109
Total	40,552

Nombre des <i>caveats</i> déposés	2,408	Nombre des brevets expirés pendant l'année	12,230	Report	22,756
» des demandes d'enregistrement de marques de fabrique	1,906	Nombre des brevets retenus pour non-paiement de la taxe finale	3,456	Espagne	5
» des demandes d'enregistrement d'étiquettes	698	<i>Classement des brevets délivrés par pays d'origine</i>		France	173
» des renonciations (<i>disclaimers</i>) déposées	29	États-Unis	21,236	Hawaï	6
» des appels interjetés	1,136	Allemagne	419	Inde	3
Total	6,177	Angleterre	643	Irlande	7
Nombre total des demandes exigeant des recherches	46,729	Australie du Sud	4	Italie	13
Nombre des brevets délivrés, y compris ceux pour dessins	23,164	Autriche-Hongrie	61	Mexique	14
» des brevets redélivrés	80	Belgique	20	Norvège	10
» des marques de fabrique enregistrées	1,762	Brésil	3	Nouvelle-Galles du Sud	30
» des étiquettes enregistrées	137	Canada	303	Nouvelle-Zélande	9
Total	25,143	Cuba	9	Pays-Bas	8
		Danemark	9	Portugal	1
		Dominicaine (République)	2	Queensland	3
		Écosse	47	Russie	11
		A reporter	22,756	Suède	35
				Suisse	41
				Victoria	20
				Divers	19
				Total	23,164

État comparatif des opérations du bureau des brevets de 1882 à 1891

ANNÉE	Brevets pour inventions et pour dessins						Marques et étiquettes			Recettes et dépenses		
	Total des demandes de brevets	Caveats déposés	Brevets d'invention délivrés	Brevets délivrés pour dessins	Brevets redélivrés	Total des brevets délivrés	Marques enregistrées	Étiquettes enregistrées	Total des certificats d'enregistrement délivrés	Recettes	Dépenses	Excédents de recettes
1882	31,522	2,553	18,135	861	271	19,267	947	304	1,251	\$ 1,009,219. 45	\$ 683,867. 67	\$ 325,351. 78
1883	35,577	2,741	21,196	1,020	167	22,383	902	906	1,808	1,146,240. —	675,234. 86	471,005. 14
1884	35,600	2,582	19,147	1,150	116	20,413	1,021	513	1,534	1,075,798. 80	970,579. 76	105,219. 04
1885	35,717	2,552	23,331	773	129	24,233	1,067	391	1,458	1,188,098. 15	1,024,378. 85	163,710. 30
1886	35,968	2,513	21,797	595	116	22,508	1,029	378	1,407	1,154,551. 40	992,503. 40	162,047. 95
1887	35,613	2,622	20,429	949	99	21,477	1,133	380	1,513	1,144,509. 60	994,472. 22	150,037. 38
1888	35,797	2,251	19,585	835	86	20,506	1,059	327	1,386	1,118,516. 10	973,108. 78	145,407. 32
1889	40,575	2,481	23,360	723	75	24,158	1,229	319	1,548	1,281,728. 05	1,052,955. 96	228,772. 09
1890	41,048	2,311	25,322	886	84	26,292	1,415	304	1,719	1,340,372. 66	1,099,297. 74	241,074. 92
1891	40,552	2,408	22,328	836	80	23,244	1,762	137	1,899	1,271,285. 78	1,139,713. 35	131,572. 43

BULLETIN DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

UNION INTERNATIONALE. — AJOURNEMENT DE L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS CONCERNANT LES ACTES DE LA CONFÉRENCE DE MADRID. — A la demande du gouvernement italien, le gouvernement espagnol a renvoyé au 15 juin prochain l'échange des ratifications concernant les Arrangements et Protocoles élaborés par la Conférence de Madrid de 1890.

ÉTATS-UNIS. — PROPOSITION TENDANT A AUGMENTER LES TAXES DES BREVETÉS ÉTRANGERS. — A la requête de la commission des brevets de la Chambre des représentants, le général Berdan a élaboré et soumis à ladite commission un projet de loi tendant à porter le coût des brevets que les États-Unis délivrent aux étrangers au même

niveau que celui des brevets délivrés par leur pays d'origine. Dans l'exposé qu'il a fait devant la commission, le général Berdan a rappelé qu'en Angleterre un brevet coûtait environ \$ 800 et ne durait que quatorze ans, tandis qu'aux États-Unis le brevet pouvait être obtenu pour \$ 35 et durait dix-sept ans. L'orateur a ajouté que beaucoup d'inventeurs anglais prenaient des brevets aux États-Unis en même temps que chez eux, et a exprimé l'avis qu'il serait juste qu'ils payassent pour leur brevet américain autant que pour leur brevet national. Le projet de loi a, paraît-il, reçu un accueil favorable de la commission.

C'est une idée fort ancienne que de vouloir faire payer les brevets américains plus cher aux Anglais qu'à nos propres nationaux pour la raison que les taxes

anglaises sont plus fortes que les nôtres. Sous la loi de 1836, et jusqu'à l'année 1861, les sujets britanniques devaient payer \$ 500 lors du dépôt de leurs demandes de brevets, alors que les autres étrangers ne payaient que \$ 300. En cas de refus, les deux tiers de la somme étaient rendus, et un tiers était retenu par notre gouvernement.

En 1861 la loi établissant une différence entre les habitants des États-Unis et ceux des autres pays fut abrogée, et l'on adopta les mêmes taxes pour tous les déposants, savoir \$ 15 lors du dépôt de la demande de brevet et \$ 20 après l'issue favorable de l'examen. Si le brevet n'est pas accordé, le disposant perd la première taxe de \$ 15, qui est censée couvrir les frais de l'examen préalable.

Avant l'année 1861, le nombre des brevets délivrés aux Anglais était fort

restreint et variait entre douze et vingt brevets par an. Depuis la réduction des taxes, en 1861, jusqu'à maintenant, le nombre annuel des brevets pris par des Anglais a graduellement augmenté: en 1880, il était de 275; en 1890, de 721. De tous les étrangers, ce sont les Anglais qui prennent le plus grand nombre de brevets. L'Allemagne, qui vient en seconde ligne, en a obtenu 452 en 1890; le Canada, 371; la France, 178; l'Autriche-Hongrie, 71; la Suisse, 56; la Suède, 32; le nombre des brevets obtenus par les autres pays est insignifiant.

Le total des brevets américains délivrés en 1891 a été de 23,244. On voit donc que le nombre des brevets accordés aux Anglais et aux autres étrangers ne constitue qu'une petite fraction de l'ensemble des brevets délivrés. Dans ces conditions, la question de savoir s'il convient de rétablir la différence de traitement entre nationaux et étrangers est très discutable.

Le but de notre législation sur les brevets est de faire progresser les arts et les industries utiles, non de prélever une taxe sur les inventeurs. La tendance poursuivie est d'encourager l'étude et le développement d'inventions nouvelles, par lesquelles des formes multiples de nouvelles industries sont rendues accessibles à la population; car c'est par l'industrie qu'elle prospère. La législation américaine, telle qu'elle est actuellement, invite les inventeurs du monde entier à apporter leurs inventions nouvelles dans notre pays et à y établir leurs nouvelles industries: comme compensation, elle leur accorde un brevet pour la durée de dix-sept ans, après quoi l'invention appartient au public.

Plus le nombre des brevets délivrés sera grand, plus grand aussi sera celui des nouvelles industries établies, ce qui augmentera notre prospérité dans une mesure correspondante. Comme nation, nous avons tout à gagner et rien à perdre à encourager les inventeurs, quel que soit le lieu de leur établissement ou de leur naissance. Les taxes que d'autres pays fixent pour les brevets délivrés par eux peuvent faire l'objet de négociations diplomatiques; mais elles n'ont rien à faire avec les lois industrielles de notre pays.

Nous considérons le projet de loi ci-dessus comme ne répondant à aucun besoin et à aucun désir. Il nous paraît manquer de sagesse. Une législation dans ce sens entraverait l'industrie et l'esprit d'invention. Les nations qui ont assez

courte vue pour adopter des dispositions dans ce sens vont nécessairement au devant de pertes industrielles. Ce ne sont pas des exemples à suivre pour les États-Unis.

(*Scientific American.*)

NOTE. — Le projet de loi du général Berdan ne paraît pas pouvoir s'appliquer à la Grande-Bretagne, non plus qu'aux autres États de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, aux ressortissants desquels l'article 2 de la Convention internationale assure, dans chaque État de l'Union, le traitement que celui-ci accorde à ses nationaux.

D'autre part, il paraît fort difficile de trouver un niveau commun pour les taxes de brevets américaines, qui se payent avant la délivrance du brevet, et les taxes des autres pays qui, la plupart du temps, se payent par annuités progressives. Prendre comme mesure de comparaison le total des taxes successives fixées par la législation de ces derniers pays, serait injuste, car un grand nombre de brevets sont abandonnés dès les premières années et cessent, par conséquent, de payer les taxes.

Un breveté américain, dont l'invention ne réalise pas les espérances qu'elle avait fait naître, paye pour son brevet \$ 35 et est protégé pendant dix-sept ans; mais la grande durée de la protection légale ne lui sert de rien, puisqu'il n'exploite pas son brevet. S'il se fait breveter en Angleterre, il ne payera pas la taxe de renouvellement à la fin de la quatrième année, et aura ainsi été protégé pendant quatre ans pour seulement £ 4 (\$ 20). Dans d'autres pays, il pourra abandonner son brevet dès la seconde année; s'il persévère jusqu'à la fin de la quatrième, il aura payé en Belgique 100 francs (\$ 20), en Suisse 160 francs (\$ 32). Le cas que nous avons supposé n'est pas rare, et quand il se produit le breveté paye davantage aux États-Unis que dans les autres pays. Dans ces circonstances, et comme dans tous les pays autres que les États-Unis ce n'est qu'une infime minorité des brevets qui arrivent au terme normal de la protection légale, on ne saurait mettre sur le même pied le total des taxes payables en Angleterre (\$ 770 pour une protection de 14 ans), en Belgique (\$ 420 pour 20 ans) ou en Suisse (\$ 274 pour 15 ans), — total qui n'est payé que pour des brevets de valeur, que leurs propriétaires tiennent à conserver, — et le total des taxes américaines (\$ 35 pour 17 ans), que l'inventeur doit payer avant la déli-

vance du brevet, et avant de savoir si ce dernier lui rapportera quoi que ce soit.

DANEMARK. — REVISION DE LA LÉGISLATION SUR LES BREVETS. Le *Patent-Anwalt* a reçu communication du rapport de la commission de la seconde Chambre du *Rigsdag* danois concernant le projet de loi sur les brevets, lequel a déjà été adopté par la première Chambre.

Il résulte de ce rapport que l'on est unanime à reconnaître l'utilité et la nécessité des brevets, ainsi que la défec-tuosité de la législation existante sur la matière. Le système adopté est celui de l'examen préalable portant non seulement sur la nouveauté, mais encore sur l'importance de l'invention. Il pourra être fait opposition à toute demande de brevet. Les demandes qui soulèveront des objections ne seront pas directement refusées, mais feront l'objet d'une décision préliminaire, ensuite de laquelle le déposant pourra conférer oralement avec l'administration. Une importante innovation introduite par le projet de loi est celle qui permet de recourir aux tribunaux contre les décisions du Bureau des brevets.

Une proposition qui tendait à exclure de la protection légale les inventions consistant en procédés industriels, est restée en minorité; il en a été de même d'une autre, par laquelle on voulait limiter la protection légale à la fabrication des objets brevetés, tandis que leur exploitation aurait été libre. Une disposition accordant à l'État un droit de préférence pour l'acquisition des brevets a été rejetée, sauf en ce qui concerne les inventions relatives au matériel de guerre. Les inventions faites par les fonctionnaires pendant leur service appartiennent à l'État. Ceux qui auront exploité une invention avant qu'elle ait fait l'objet d'une demande de brevet, ne pourront être inquiétés par le breveté dans leur exploitation ultérieure.

Contrairement aux propositions de certains députés, qui voulaient réduire la durée du brevet à dix ans et même à cinq, le maximum actuel de quinze ans a été maintenu.

La taxe à payer lors du dépôt de la demande sera de 20 couronnes; elle augmentera chaque année suivante de 5 couronnes, jusqu'au moment où l'annuité atteindra la somme de 80 couronnes et cessera de progresser.

NÉCROLOGIE

Victor de Bojanowski

Le 29 mars dernier est mort à Berlin M. Victor de Bojanowski, président du Bureau des brevets.

Après avoir occupé plusieurs postes diplomatiques importants à l'étranger, et rempli les fonctions de directeur au Département impérial des Affaires étrangères, M. de Bojanowski fut appelé, en 1888, à la présidence du Bureau des brevets. Il se consacra tout entier à sa nouvelle tâche, étudiant avec soin les besoins de l'industrie et témoignant un grand intérêt aux inventeurs. La justesse de son coup d'œil, sa science juridique jointes à une bienveillance extrême, le qualifiaient à un haut degré pour ses importantes fonctions. Partisans et adversaires du système de brevets actuellement en vigueur en Allemagne s'accordent à reconnaître les services qu'il a rendus à l'industrie de son pays, et déplorent qu'il n'ait pas pu présider plus longtemps à l'application de la nouvelle législation sur la propriété industrielle, dont il a été un des principaux promoteurs.

M. de Bojanowski s'intéressait vivement à la protection de la propriété industrielle. Délégué par son gouvernement, *ad audiendum*, à la Conférence de Madrid, il a su gagner l'estime et la sympathie des autres délégués par son savoir et sa parfaite courtoisie.

Bien que sa position à Madrid lui imposât une grande réserve, nous croyons pouvoir dire qu'il aurait vu avec plaisir l'accession de son pays à l'Union internationale.

BIBLIOGRAPHIE

(Nous publierons un compte rendu succinct des ouvrages concernant la propriété industrielle dont nous recevrons 2 exemplaires, ainsi que le titre des publications périodiques sur la matière qui nous parviendront régulièrement. Les livres dont il ne nous est adressé qu'un seul exemplaire ont droit à une simple mention.)

PUBLICATIONS INDÉPENDANTES

LES BUREAUX INTERNATIONAUX DES UNIONS UNIVERSELLES, par Gustave Moynier. 1892. Genève, A. Cherbuliez; Paris, G. Fischbacher.

Les Bureaux internationaux sont des institutions publiques d'un genre nouveau, dont l'originalité consiste à ne pas travailler pour un État particulier, mais pour le groupe d'États ou l'Union qui a fondé chacun d'eux dans le but de perfectionner une branche d'administration, de sauvegarder quelque intérêt de leurs ressortissants ou de faire triompher quelque principe humanitaire. Plusieurs de ces Bureaux constituent déjà des rouages indispensables de la société moderne et les organes nécessaires de tout perfectionnement ultérieur des relations internationales dans une direction donnée. Mais, malgré leur utilité, ces institutions nouvelles ne sont guère connues du public, car elles ne font pas grand bruit, et leur genre de travail n'est pas de nature à attirer l'attention de la foule.

M. Moynier a été engagé à entreprendre son travail par la pensée de faire connaître ces Bureaux, afin que l'opinion publique les apprécîât à leur juste valeur et contribuât à en faire naître de nouveaux chaque fois qu'il y aurait pour eux une tâche utile à remplir. Son étude n'ayant pour objet que les Bureaux internationaux eux-mêmes, et non les Conventions internationales qui leur ont donné naissance, il a forcément dû se limiter à dire de ces dernières ce qui était indispensable pour faire comprendre leur but ainsi que les fonctions confiées à leurs organes.

Ce qui est particulièrement remarquable, c'est que, surtout dans les commencements, les États contractants ne sont pas partis de l'idée de créer une administration commune devant leur servir d'intermédiaire, mais que, en travaillant à la simplification et à l'unification de leurs relations réciproques, ils sont arrivés à la conclusion que l'on ne pouvait obtenir des résultats satisfaisants que par la création d'un organe central permanent.

On voit cela très clairement dans l'histoire du premier Bureau international, celui des télégraphes. A la Conférence de Paris de 1865, d'où est sortie l'Union télégraphique, les fondateurs de cette dernière jugèrent utile de prendre une mesure permettant de reviser en tout temps le règlement qui venait d'être adopté, et décidèrent que si une des parties contractantes proposait une modification, l'office télégraphique du pays où se serait tenu la dernière Conférence consulterait à cet égard tous les intéressés, et que, si l'accord s'établissait, le changement proposé

deviendrait aussitôt exécutoire. Quant aux notifications concernant les variations des réseaux intérieurs pouvant influencer sur le service international, chaque administration devait les notifier à celles des autres parties contractantes. Ce système fonctionna pendant trois ans, mais avec des irrégularités de nature à faire désirer qu'on fit un pas de plus dans le sens de la centralisation. Ce pas fut fait en 1868, par la Conférence de Vienne. Sans se rendre compte des conséquences qui devaient résulter de sa proposition, la Suisse demanda que l'on chargeât l'administration du lieu de la dernière Conférence de veiller à l'exécution de la Convention, et qu'on lui adjoignît un « secrétaire général des Conférences télégraphiques européennes », qui, sous la direction de la susdite administration, s'occuperait de travaux utiles à la communauté. La Conférence reconnut l'utilité d'un secrétariat permanent; mais, au lieu de le déplacer à la suite de chaque Conférence, elle jugea plus convenable de lui assigner un siège fixe. C'est ainsi que fut créé le Bureau international des administrations télégraphiques, qui s'est ouvert à Berne le 1^{er} janvier 1869.

Chose étrange, malgré les bons services rendus par ce Bureau, l'Allemagne, en prenant l'initiative de l'Union postale en 1874, ne prévint pas l'institution d'un Bureau international, lacune qui fut toutefois comblée sur l'initiative de la Belgique dès la première Conférence.

La troisième Union internationale dont nous parle M. Moynier est celle des poids et mesures. Elle est la continuation de la Commission internationale du mètre, constituée en vue de fournir aux divers États des étalons absolument exacts du mètre et du kilogramme. La confection des nouveaux prototypes était alors confiée aux soins de la section française de la Commission, avec le concours d'un Comité permanent composé de douze membres de nationalités diverses. En 1885, cinq ans après la première réunion de la Commission du mètre, fut signée la Convention internationale du mètre, laquelle a institué, pour l'accomplissement des travaux pratiques faits dans l'intérêt des parties contractantes, le Bureau international des poids et mesures qui fonctionne à Sèvres, près Paris.

Les trois premiers Bureaux internationaux ne figuraient pas, nous l'avons vu, dans les plans de ceux qui avaient pris l'initiative d'unir les États contractants

pour atteindre un but administratif commun; au contraire, leur création s'est imposée comme seul moyen de faire produire aux Conventions conclues tous les bons effets dont elles étaient susceptibles. Après les heureux résultats produits par ces Bureaux, on eut l'idée d'en créer de semblables pour l'exécution et le développement ultérieur des Unions internationales créées ultérieurement. C'est ainsi qu'ont été institués: le Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle (Berne), le Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Berne), le Bureau central de l'Association géodésique internationale (Berlin), les Bureaux (international et spécial) pour la répression de la traite des esclaves africains (Zanzibar et Bruxelles), le Bureau international pour la publication des tarifs douaniers (Bruxelles), l'Office central des transports internationaux de marchandises par chemins de fer (Berne).

Nous ne pouvons suivre M. Moynier dans l'historique de la fondation de chacune de ces institutions, ni dans l'exposé des attributions qui sont données à chacune d'elles. Qu'il nous suffise de faire remarquer la variété qui existe dans ce domaine: les uns sont les auxiliaires de grandes administrations publiques, les autres ont été mis au service du commerce et de l'industrie, de la littérature et de l'art, de la science et de la philanthropie; tous sont des centres de renseignements; quelques-uns peuvent être appelés à trancher des contestations entre États contractants; un autre (celui de la propriété industrielle) vient d'être constitué à l'état d'office central pour l'accomplissement d'une formalité déployant ses effets dans tous les États qui se sont mis d'accord à cet égard (enregistrement international des marques).

D'après M. Moynier, les Bureaux internationaux n'ont pas dit leur dernier mot; leur développement devra correspondre à celui du droit international, dont l'allure est rapide, et qui leur ouvre sans cesse de nouveaux horizons. Mais en dehors de leur utilité pratique, l'auteur voit dans ces institutions la manifestation d'un rapprochement entre les peuples, la réalisation ostensible et sous une forme active de l'unité de vues des gouvernements associés, peut-être même le germe d'une évolution nouvelle, groupant en une famille toutes les nations, comme celles-ci se sont formées par le groupement de petites tribus.

Les personnes que les questions internationales intéressent liront avec profit le livre de M. Moynier, dont les renseignements sont d'une exactitude parfaite, à en juger par ceux que nous sommes en mesure de contrôler.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

RECUEIL SPÉCIAL DES BREVETS D'INVENTION, publication trimestrielle de l'Administration belge. Prix d'abonnement annuel: 10 francs. S'adresser à M. A. Lesigne, imprimeur, rue de la Charité, 23, Bruxelles.

Extraits des brevets délivrés; cessions de brevets.

RECUEIL OFFICIEL DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE, publication de l'Administration belge paraissant par livraisons de 4 feuilles in-8°. Douze livraisons, formant un volume, coûtent 10 francs. S'adresser à MM. Bruylant-Christophe et C^{ie}, éditeurs, successeur Émile Bruylant, rue Blaes, 33, Bruxelles.

Contient les fac-simile des marques déposées ainsi que la description de ces dernières, et indique le nom et la profession des déposants et les marchandises auxquelles les marques sont destinées.

BOLETIN OFICIAL DE LA PROPIEDAD INTELECTUAL É INDUSTRIAL, organe bi-mensuel de l'Administration espagnole. Prix d'abonnement pour l'étranger: un an, 30 piécettes. Madrid, au Ministère du Fomento.

Première section: Propriété intellectuelle. — *Seconde section: Propriété industrielle.* — Liste des brevets d'invention demandés, concédés, en suspens, refusés, délivrés ou qui sont à la signature. — Liste des brevets dont la taxe arrive à échéance dans la seconde quinzaine à partir de la date de chaque numéro. — Liste des brevets et des certificats d'addition dont le Ministère du Fomento a constaté la mise en exploitation. — Liste des brevets devenus caducs pour cause d'expiration de la concession. — Liste des certificats d'addition devenus caducs par suite de la caducité des brevets dont ils dépendent. — Liste des brevets et certificats d'addition devenus caducs pour le motif que leurs possesseurs n'ont pas demandé de pouvoir justifier de la mise en exploitation. — Liste des marques de fabrique et de commerce déposées conformément au décret royal du 20 novembre 1850. — Liste des marques dont l'enregistrement a été accordé ou refusé par l'autorité. — Législation et jurisprudence nationales et étrangères, conventions internationales, etc.

THE OFFICIAL GAZETTE OF THE UNITED STATES PATENT OFFICE, organe hebdomadaire de l'Ad-

ministration des États-Unis. — Prix d'abonnement annuel pour l'étranger: 7 dollars. Adresser les demandes d'abonnement et les paiements y relatifs à l'adresse suivante: «The Commissioner of Patents, Washington, D. C.»

Liste hebdomadaire des brevets, dessins, marques et étiquettes enregistrés. — Reproduction des revendications et des principaux dessins relatifs aux inventions brevetées. — Jurisprudence.

BULLETIN OFFICIEL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE, organe hebdomadaire du service spécial de la propriété industrielle en France. Prix d'abonnement pour l'Union postale: un an 35 francs. S'adresser à M. Camille Rousset, éditeur, 9, rue des Petits-Hôtels, Paris.

Brevets délivrés; cessions de brevets. Fac-simile des marques déposées, avec indication du nom et du domicile des déposants. Législation et jurisprudence en matière de propriété industrielle.

THE ILLUSTRATED OFFICIAL JOURNAL (PATENTS), organe hebdomadaire de l'Administration britannique. Prix d'abonnement: un an, £ 1. 15 s. Adresser les demandes d'abonnements et les paiements comme suit: «The Patent Office Sale branch, 38, Cursitor Street, Chancery Lane, London, E. C.»

Demandes de brevets. Spécifications provisoires acceptées. Spécifications complètes acceptées. Résumé des spécifications complètes acceptées et des inventions brevetées, avec dessins. Brevets scellés. Brevets pour lesquels les taxes de renouvellement ont été payées. Brevets déchus faute de paiement des taxes de renouvellement. Demandes de brevets abandonnées et nulles. Prolongation de brevets. Dessins enregistrés. Avis officiels et règlements d'administration. Liste hebdomadaire des spécifications imprimées, avec leurs prix, etc. Comptes rendus de causes jugées par les tribunaux du Royaume-Uni en matière de brevets, de dessins et de marques de fabrique.

TRADE MARKS JOURNAL, organe hebdomadaire de l'Administration britannique. Prix d'abonnement annuel: £ 1. 15 s. Adresser les demandes d'abonnement et les paiements comme suit: «The Patent Office Sale branch, 38, Cursitor Street, Chancery Lane, London, E. C.»

Contient les fac-simile des marques de fabrique déposées, et indique le nom et la profession des déposants ainsi que la nature des marchandises auxquelles les marques sont destinées. Publie les marques enregistrées et les transmissions de marques.